

Crise européenne



Arrêtons la folie capitaliste

Les mots manquent pour caractériser l'action des principaux « décideurs », face à une crise européenne qui n'en finit pas de rebondir. Exploiteurs monomaniaques ? Brillants incompetents ? Pompiers pyromanes ? Nantis cyniques ? Ou sinistres crétins ? Beaucoup de tout cela sans doute.

Les chefs de gouvernement et de cabinets, ministres, commissaires européens, banquiers privés, dirigeants du FMI, de banques centrales, d'agences de notation ou de multinationales se recyclent depuis des années de l'une de ces fonctions à l'autre, tournoient dans le même bal luxueux et morbide, pendant que les peuples se débattent dans la crise sociale, environnementale et démocratique...
Semaine après semaine, l'Union européenne exprime le ratage politique complet qui a présidé à son mode de consolidation libérale, en nous enfonçant toujours plus dans une crise entièrement

imputable à la folie de la globalisation financière. Cette crise a amené les États à soutenir massivement les banques et fonds spéculatifs, pour que ceux-ci attaquent ensuite les déficits creusés par leur faute en Europe, s'appuyant sur le fait que les États européens se sont privés de l'essentiel des recettes fiscales basées sur le capital, et surtout de la possibilité de se financer auprès des banques centrales (la BCE ne faisant que reprendre les professions de foi des années 1970 de Giscard ou des dirigeants allemands). Ce même système financier avide et affolé invente que des États pourraient être en faillite en les assimilant de manière absurde

à des entreprises – mais ces États, par l'automutilation de leurs fonctions autres que sécuritaires, pourraient réaliser ces prédictions... –, et ce serait les peuples, les « nantis » qui devraient payer ? L'Union européenne, dirigée en principe par des Van Rompuy (Conseil européen) et Barroso (Commission) devenus inaudibles, est décidément le maillon faible de cette crise. Sa vitrine démocratique se lézarde toujours plus, à l'heure où les recommandations internationales des financiers se jouent de toute volonté populaire, et inscrivent explicitement la fin des conventions
SUITE PAGE 2

M 04249 - 124 - F: 1,20 €

**L'ORDRE
ET LA
MORALE**

REGARDS
L'ordre et la morale privé de diffusion commerciale en Kanaky Page 2

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER LEURS
CRISES !**

CAMPAGNE
Poutou 2012.
Pages 4 et 5

ACTU INTERNATIONALE
États-Unis, le mouvement Occupy Wall Street résiste aux attaques. Page 9

Agenda

17 novembre, Octobre 1961, Projection-débat, La Brèche, Paris.
La librairie La Brèche organise une projection-débat du film de Daniel Kupferstein, *Dissimulation d'un massacre* sur le 17 octobre 1961 produit par la Brèche. RV à 18 heures, 27 rue Taine, Paris 12^e (M^o Daumesnil).

17 novembre, sans-papiers, réunion publique, Besançon. Le comité NPA de Besançon organise une réunion publique sur la grève des travailleurs sans papiers, avec des acteurs de la lutte. RV à 20 heures au centre Mendès-France, 3, rue Beauregard.

17-18 novembre, festival féministe, Angers. Le NPA sera partie prenante du Festival *D'égal à égales* pour défendre l'IVG et promouvoir le féminisme.
Infos : www.degalaegales.blogspot.com

18 novembre, eau, meeting.
La Fondation Copernic organise un meeting unitaire sur le thème : «L'eau bien commun : démocratie, écologie, égalité d'accès».
RV à 18h30 salle Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan, Paris 2^e (M^o Sentier).

19 novembre, rassemblement IVG, Tenon. Rassemblement contre les intégristes anti-IVG.
RV à 9h45 devant l'hôpital Tenon, 4, rue de la Chine, Paris 20^e (M^o Gambetta, Porte-de-Bagnolet ou Pelleport).

20 novembre-18 décembre, Jolie Môme. La compagnie Jolie Môme joue la pièce *Faut pas payer* de Dario Fo.
RV à la Belle-Étoile, 14 rue Saint-Just à la Plaine-Saint-Denis.
Réservations au 01 49 98 39 20.

23 novembre, débat économie, Vitry. Débat avec Henri Sterdyniak de l'Office français de conjoncture économique, membre des «Économistes atterrés», et Stéphanie Treillet du conseil scientifique d'Attac.
RV à 20 heures, salle du Château, 6, rue Montebello, Vitry.

23 novembre, algues vertes, Brest. Le NPA et les Alternatifs organisent un débat sur les algues vertes et l'agriculture. RV à 20h30, salle des syndicats, rue de l'Observatoire, Brest.

26 novembre, prostitution, Perthus. Action contre le système prostituteur au Perthus, à quelques kilomètres de La Jonquera, où a été inauguré cette année le bordel «le plus grand d'Europe» ! RV à 11 heures à l'ancien poste frontière du Perthus.

2 décembre, rencontre-débat, librairie La Brèche, Paris. À l'occasion de la parution du livre *Répression et discrimination syndicales* de la Fondation Copernic aux éditions Syllepse, rencontre avec les auteurs.
RV à 18h30, librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris.

3 décembre, soirée-débat NPA, Ivry. Débats et soirée anticapitalistes «Il y a dix ans... la crise vue d'Argentine» et «Aujourd'hui... Quelles réponses anticapitalistes à la crise?» avec Alain Krivine.
RV à partir de 16h30, Maison de la citoyenneté, 25, rue Jean-Jacques-Rousseau, Ivry-sur-Seine.

Lire aussi en page 5, tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou



CRISE EUROPÉENNE: LA FOLIE CAPITALISTE

SUITE DE LA PAGE 1

collectives et des principes du droit du travail dans des plans d'austérité «indispensables». Elle tente en vain de juguler l'effet domino que font subir les marchés à chaque pays européen, en cherchant dans la confusion des financements à la hauteur pour le fameux Fonds européen de stabilisation financière (FESF).
Après le choc d'un G20 où Merkel et Sarkozy ont transformé la Grèce et l'Italie en protectorats économiques, lundi 7 novembre François Fillon en a profité pour présenter en France un nouveau plan de «réduction des dépenses publiques». Pendant ce temps, la Grèce vilipendée pour le trucage de ses comptes au moment de son adhésion à l'Union européenne, et pour la non-maîtrise de ses dépenses publiques, est sommée de nommer un gouvernement récompensant en fait les responsables de droite et du centre-gauche de cette situation, avec l'extrême droite en prime pour écraser encore plus le peuple grec. Avec, pour le diriger, Loukas Papademos, ancien dirigeant de la Banque centrale européenne (BCE) et avant cela

de la Banque centrale grecque... au moment où les comptes ont été maquillés !
En Italie, ce n'est pas le peuple qui a eu la peau de Berlusconi mais le système financier international. Il s'agit de remplacer *il Cavaliere* désarçonné par Mario Monti, ancien commissaire européen intégriste du néolibéralisme, soutenu de nouveau par la droite et le centre-gauche avec pour mission de mettre en place un plan de super-austérité qu'un Berlusconi affaibli n'arrivait pas à imposer. Ce plan de privatisations et de réduction des budgets sociaux a été dicté, il y a quelques semaines, dans les moindres détails par la BCE présidée maintenant par Mario Draghi, ancien vice-président de Goldman Sachs et de la Banque d'Italie sous Berlusconi.
En Espagne, le gouvernement «socialiste» s'appête à laisser le pouvoir à la droite dure, faible de son succès dans la réduction des salaires, retraites et minima sociaux, de son taux de chômage de 22% et de l'impossibilité de se loger dans un pays longtemps caractérisé par son boom immobilier.

Cherchez l'erreur !
Tous ces plans d'austérité ne manqueront pas d'être considérés comme insuffisants par «les marchés» alors que ceux-ci se lamenteront dans le même temps que l'Europe s'enfoncé dans une récession catastrophique pour les entreprises. Alors, il est plus que temps que le mouvement ouvrier s'unifie de manière déterminée dans la lutte. Combien de temps les centrales syndicales européennes vont-elles éluder de manière suicidaire la guerre de classes sauvage menée par le capitalisme contre l'ensemble des acquis des travailleurs et des peuples européens ? Les premières grèves générales dans plusieurs pays, les mouvements des «IndignéEs» montrent la voie. Le 17 novembre, le peuple grec se mobilise de nouveau contre l'écrasement que veut lui faire subir le système financier et un pouvoir politique totalement discrédité. Commençons à nous rassembler autour de lui, son combat est le nôtre.
Jacques Babel

regards

Propos recueillis par Gilles Bounoure

L'ordre et la morale privé de diffusion commerciale en Kanaky

Sorti en France ce mercredi, le film que Mathieu Kassovitz a consacré aux événements d'Ouvéa ne sera pas projeté en salle à Nouméa. Directrice de recherche au CNRS, spécialiste de la Nouvelle-Calédonie et militante de l'Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK) au moment des faits, Isabelle Leblie commente ce refus de voir et de laisser voir, symptôme d'une situation préoccupante.

«Un film de réconciliation» selon Mathias Waneux, un des Kanaks apparaissant à l'écran, «trop polémique et très caricatural» selon l'unique exploitant de salles de cinéma en Nouvelle-Calédonie qui a refusé de le projeter. Tu connais particulièrement bien les événements évoqués et tu as vu plusieurs fois le film : que penses-tu de ces commentaires ?

Il faut rappeler que ce n'est ni une docu-fiction ni un documentaire, mais un film de fiction, avec des acteurs, un scénario, basé sur ce qui s'est passé, sans roman, qui s'appuie sur le récit qu'en a publié Legorjus, le négociateur dépeché dans la grotte, mais revu à la lumière des témoignages des Kanaks d'Ouvéa et d'ailleurs. Comme beaucoup d'entre eux, j'avais des réticences devant ce projet, on pouvait redouter que le scénario trahisse les faits et l'esprit de ces événements, mais le film balaise ces craintes. Il montre bien la violence de toute cette période où, pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, le pouvoir a fait intervenir non pas la gendarmerie ou la police, mais l'armée sur un territoire français, décision et situation purement coloniales ! Le parti pris de Kassovitz a été de s'inspirer du regard de Legorjus en le tempérant par d'autres éléments. Mais c'est Legorjus lui-même qui dit dans le film «mon métier est de sauver des vies et je n'ai pas pu le faire», et qui rapporte ce que lui disait un autre gendarme, le colonel Benson : «avec les Kanaks, on obtient beaucoup en discutant». Et le film montre bien que cette volonté de négocier, réelle et forte de part et d'autre, s'est heurtée au refus buté du ministre Pons et du général Vidal, à qui revient la responsabilité du massacre final, avec Chirac Premier ministre et Mitterrand président et chef des armées. Le film n'est ni polémique ni caricatural, il relate assez fidèlement ce qui s'est passé, c'est peut-être pourquoi la «réconciliation» n'y apparaît guère.

Quelles raisons rendent indispensable la projection de ce film en Nouvelle-Calédonie ?

Il y a des raisons de principe, le film a été conçu pour y être projeté, et il ne faudrait pas qu'il y subisse le sort qu'a connu le film de Pontecorvo, *la Bataille d'Alger*, sorti en France en 1966 et interdit aussitôt, autorisé en 1971 mais quasiment privé d'écran jusqu'en 2004 ! *L'Ordre et la morale* rappelle des faits, des exactions, des crimes établis en leur temps par la Ligue des droits de l'homme et d'autres associations, mais dont les conclusions sont restées occultées ou niées pendant près d'un quart de siècle. D'autre part, beaucoup de jeunes de Nouvelle-Calédonie ignorent cette période qu'ont vécue leurs parents ou ne prennent pas au sérieux leurs récits d'«anciens combattants». La diffusion du film va se faire par les circuits culturels, et la jeunesse pourra mesurer la violence de cette situation coloniale, peut-être au risque de raviver des tensions assez opposées à l'esprit de «réconciliation». Mais puisque l'objectif fixé pour 2014 par l'accord de Nouméa reste

celui du «destin commun», il est indispensable de rappeler ce passé et de le faire partager : pour partager un destin, il faut aussi en partager l'histoire, et pour cela la connaître, la faire connaître. Et en tirer les leçons : *L'Ordre et la morale* a aussi le mérite de faire réfléchir sur ce qu'il ne faut pas recommencer.

Ce refus de projeter le film est-il à prendre comme un acte isolé, ou comme la manifestation d'un regain de tension en Nouvelle-Calédonie ?

À l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, je suppose que c'est la décision d'un seul homme, le diffuseur, alors que le film va être montré partout, à Nouméa par exemple au centre culturel Tjibaou ou en brousse. Et cela participe sans doute des combats d'arrière-garde de Nouméa la blanche, où des documentaires ont déjà été privés d'écran, tout en confirmant qu'on reste dans «le pays du non-dit», et souvent du refus de voir et de savoir. Cela conduit à des phénomènes de crispation, symptomatiques non pas d'un état de tension, mais d'un état d'esprit qui n'a guère évolué et qui resurgit dès qu'il y a un sujet qui fâche, comme si les anti-indépendantistes de l'époque n'avaient pas acquis assez de maturité pour prendre en compte l'histoire récente. Aujourd'hui, la situation en

Nouvelle-Calédonie est très compliquée, mais avec ce refus de voir – sans parler de «repentance», comme ce qui commence à peine et qu'il aura fallu attendre si longtemps pour la guerre d'Algérie –, avec ce refus de reconnaître le passé pour ce qu'il est, on s'écarte évidemment de l'objectif du destin partagé.



Tout ça pour ça...

Les tractations entre le PS et Europe Écologie-Les Verts (EÉ-LV) et leur issue nous éclairent sur la réalité des convictions écologistes du PS et de son candidat, François Hollande. Mais aussi sur l'orientation et la valeur de l'engagement écologiste d'EÉ-LV.

Après plusieurs semaines de dramatisation et de rebondissements, les négociations entre le Parti socialiste (PS) et Europe Écologie-Les Verts (EÉ-LV) ont abouti à ce que les médias qualifient d'accord à minima. Finalement, le document adopté par les négociateurs – qui, ce week-end, sera soumis pour ratification au Conseil fédéral des écologistes – enregistre convergences et divergences. En l'absence de définition de toute procédure pour traiter ces divergences, on peut parier que, en cas de victoire électorale en 2012, c'est la position du partenaire le plus puissant et véritable vainqueur – le PS, en l'occurrence – qui sera mise en œuvre... Cet épisode agit comme un puissant révélateur.

Sur quoi, en effet, portent les divergences? Formellement, après des semaines de discussion, ne subsistent plus que deux points de litige: la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et le chantier de l'EPR de Flamanville. Côté socialiste, la volonté affirmée et réaffirmée de mener à leur terme ces deux projets est assez facile à décrypter. Par les tonalités «écologiques» de son discours, le PS poursuit un double objectif: créer les conditions d'un accord parlementaire et gouvernemental avec les Verts et, simultanément, capter directement à son propre profit les aspirations écologistes de l'électorat de gauche, quitte à empiéter sur les platebandes du parti qui se réclame de l'écologie politique. Pour y parvenir, le PS est tout à fait prêt à multiplier les discours les plus audacieux sur ce thème... pour autant que ces discours n'aient aucune traduction concrète! En effet, dès lors que sont en jeu les intérêts financiers des grandes multinationales, le PS rentre dans le rang. Pas question d'affronter véritablement les grandes entreprises des travaux publics, de l'aéronautique ou du nucléaire. Bien au contraire! Ajoutons que, comme n'ont pas manqué de l'en féliciter aussi bien Jean-Pierre Chevènement que Michel Rocard, en résistant aux «ultimatums» des écologistes, François Hollande a acquis une «stature d'homme d'État». D'un État au service des grands groupes capitalistes, évidemment...

Sortir du nucléaire? Oui mais des élus d'abord

Négociations, dramatisation et, pour finir, accord à minima nous en apprennent aussi beaucoup sur EÉ-LV. Parce qu'enfin, si, au final, la discussion s'est polarisée sur Notre-Dame-des-Landes et sur Flamanville, c'est aussi parce

HOLLANDE FAUT
QUE TU CLARIFIES
TA POSITION
TU VEUX DÉMANTÉLER QUOI?
LA GAUCHE OU L'EPR?



que, dans la phase précédente des négociations, en échange de circonscriptions législatives «réservées», les écologistes avaient abandonné à peu près toutes leurs positions de principe! À commencer par ce thème emblématique que constitue la sortie (programmée) du nucléaire... Très rapidement, en effet, Europe Écologie-Les Verts a accepté que la sortie du nucléaire ne figure pas dans l'accord. Même sous forme d'engagement de principe, comme celui auquel Martine Aubry, candidate malheureuse de la primaire socialiste, semblait prête à souscrire. Quelques mois après Fukushima, on ne va quand même pas se fâcher pour si peu! Dans la logique qui est la sienne, EÉ-LV souhaite disposer d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, ce que l'actuel scrutin – majoritaire à

deux tours – ne lui permet pas d'envisager, sauf en cas d'accord de premier tour avec le PS. Sans approuver cette démarche, on peut la comprendre. Pour autant que le compromis ne soit pas une capitulation sur l'essentiel... Or, la sortie du nucléaire et la mise en œuvre urgente de la transition énergétique constituent quand même le minimum syndical de tout combat écologiste un peu conséquent. Par cet accord – qui, semble-t-il, laisse ouverte la participation (ou non) d'écologistes à un gouvernement PS, mais tranche la question de l'appartenance à la majorité parlementaire – on ne peut que constater que EÉ-LV a choisi de sacrifier l'essentiel de ses convictions dans l'espoir de quelques positions éligibles...

François Coustal



Par Yvan Lemaitre

LA MENACE DE L'EXTRÊME DROITE...

Le Premier ministre grec Papandréou a été remplacé par Loucas Papadémou qui fut vice-président de la Banque centrale européenne (BCE). Après le psychodrame politique d'un gouvernement incapable de diriger et d'imposer à la population les diktats de Merkel-Sarkozy, les socialistes n'ont pas trouvé d'autre issue qu'un gouvernement d'union nationale incluant la droite et l'extrême droite, avec le parti Laos.

Cette sinistre combinaison parlementaire n'a d'autre raison d'être que de faire plier le peuple grec à la volonté de ses usuriers. Cette «alliance noire» comme la qualifie le Parti communiste grec (KKE) démontre jusqu'où la social-démocratie peut aller dans la bassesse. Elle démontre aussi que les démagogues d'extrême droite sont toujours prêts à faire le sale boulot contre les travailleurs et les classes populaires. En échange de leur vote au Parlement pour l'austérité, le Pasok leur a offert un poste de ministre.

Le Laos est de la même famille politique que le Front national de Marine Le Pen. Le FN, dans l'opposition, rivalise de démagogie, se pose en défenseur des faibles et des opprimés, dénonce même la ploutocratie et la finance, la mondialisation... Il cherche à flatter le mécontentement pour mieux le détourner de ses véritables cibles, les classes dominantes, qu'en réalité il rêve de servir. Soyons sûrs que Marine Le Pen qui ose prétendre que le FN serait le premier parti ouvrier de ce pays fera comme son cousin grec, demain, si l'opportunité politique s'en présente. N'est-ce pas d'ailleurs le sens de son choix d'essayer de sortir le FN de la marginalité pour construire des ponts vers l'UMP et se préparer, si l'occasion se présentait, à monnayer son influence contre quelques places et sinécures pour faire le sale boulot?

Ici aussi, les serviteurs des banquiers n'hésiteront pas, s'ils en ont besoin demain pour faire face au mécontentement, à associer l'extrême droite en croyant l'utiliser alors qu'ils lui ouvriraient les portes du pouvoir. Face à l'union nationale pour imposer l'austérité, à la dictature des banques, il n'y a pas de réponse hors de l'unité du monde du travail et de ses organisations contre l'austérité, pour la démocratie.

HAUTE-NORMANDIE

Vers la convergence des luttes contre les licenciements

La raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), appartenant au groupe suisse Petroplus Holding AG, a décidé la fermeture de ses unités de production d'huiles avec 120 licenciements. La production des bitumes est aussi menacée. Les salariéEs de la raffinerie l'ont appris par les médias jeudi 20 octobre. La direction n'a informé officiellement le personnel lors d'un CE exceptionnel que plusieurs jours après! Le groupe Petroplus préfère produire à bas coût dans de gigantesques raffineries sur les lieux d'extraction du brut, là où les contraintes environnementales et les frais de remise aux normes de sécurité sont quasi inexistantes. À terme, c'est l'existence même de la raffinerie qui est en jeu.

À l'usine de papier M-Real à Alizay (Eure), appartenant à une société finlandaise, les 330 salariéEs sont en lutte depuis plusieurs mois

pour conserver leurs emplois et pour l'interdiction des licenciements. M-Real a joué un double jeu pendant des mois en faisant croire à une possible reprise alors qu'il n'en voulait pas. L'annonce de la fermeture est tombée fin octobre. C'est le chômage en ligne de mire pour les 330 travailleurs de l'usine et tous ceux dont le travail en dépend. Les 43 salariéEs d'UPS en subissent déjà les conséquences.

À l'Alstom de Petit-Quevilly (Seine-Maritime), l'inquiétude est grande aussi depuis que l'entreprise a été vendue à Schneider Electric, principal concurrent. Les 430 salariéEs et 80 intérimaires ne veulent pas être les victimes d'un énième jeu de casino entre des grands requins de l'industrie. Pour tous ces salariéEs, il n'y a pas d'autres solutions que d'engager le combat contre des patrons qui ont déclaré la guerre. Ceux de M-Real sont en lutte depuis des mois. Le samedi 29 octobre,

ils ont organisé une opération portes ouvertes de la papeterie. Ce jour-là, les salariéEs de l'usine ont relancé la fabrication de papier et chaque visiteur a pu repartir avec une ramette et l'idée que placer la production sous le contrôle des salariéEs est possible et nécessaire pour empêcher les licenciements. Cette journée a connu un grand succès puisque 2000 personnes ont visité l'usine et manifesté ainsi leur solidarité avec les salariéEs. Mais se battre chacun dans son usine n'est pas suffisant. Il faut non seulement sortir de l'usine mais se regrouper, unir ses forces. À l'appel des syndicats des entreprises Petroplus, M-Real et Saipol (usine en grève depuis plusieurs semaines pour une prime de 500 euros) et de l'union départementale CGT, jeudi 3 novembre à 6 heures du matin ont été organisés des points de rassemblement à cinq entrées de la ville de Rouen avec distribution de tracts aux automobilistes.

Les travailleurs des trois usines ainsi que ceux des usines environnantes sont venus nombreux aux différents points de rendez-vous. La ville a été bloquée plusieurs heures. Les médias locaux et nationaux s'en sont fait l'écho toute la journée. Le midi, un rassemblement était organisé à la préfecture de Rouen, avec barbecue, après qu'une délégation syndicale a été reçue à la préfecture. C'est un début dans le sens de la convergence des luttes pour riposter tous ensemble. Mardi 8 novembre, une AG doit avoir lieu aux portes de Petroplus où les travailleurs de la raffinerie sont appelés à se prononcer sur la grève. Les salariéEs directement concernés par les licenciements sont déterminés et décidés à se lancer dans le mouvement. À suivre donc...

Correspondant local

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

François Hollande ou le « sens de l'austérité »

Les critiques de François Hollande à l'égard des plans d'austérité du gouvernement sont dues à sa posture de candidat, car dans le fond, il ne remet pas en cause la rigueur imposée à toute l'Europe.

François Hollande semble bien plus préoccupé de se tailler son costume de futur président de la République que de défendre une politique alternative à celle de Sarkozy pour répondre aux souffrances de la population, à la récession qui s'annonce, à l'austérité qui frappe les classes populaires. Commémorer la fin de la Première Guerre mondiale en prenant la pose du futur président ne suffira pas à le rendre crédible, d'autant qu'il prend soin, au passage, de préciser : « Il ne faut pas utiliser l'histoire », car c'est prendre un « risque de division ». Propos bien à l'image de celui qui n'a été choisi, à l'issue des primaires du PS, que parce qu'il était le plus centriste, le plus lisse, à l'unisson de cette gauche libérale sans force ni caractère, adaptée à la loi des plus forts qu'elle prétend timidement adoucir. Mais l'accentuation de la crise ne laisse pas de place aux ambiguïtés et aux non-dits. Hollande ne pourra se contenter de jouer, en creux, sur le rejet populaire de Sarkozy en espérant rallier à lui tous les mécontents. Il feint de ne voir dans la crise de la dette et la menace de dégradation de la note de la France que la conséquence d'« une gestion passée, pas un risque futur ». Bluff ou aveuglement ? « Les proclamations ne peuvent pas valoir une politique » s'exclame-t-il tout en restant dans le même flou que Sarkozy et sur le même terrain. « Définir des instruments de régulation », établir une « liste noire des hedge funds », les fonds spéculatifs, « aucune banque ne devrait pouvoir travailler avec un pays qui abrite un paradis fiscal », la taxe sur les transactions financières déjà reprise par Sarkozy, voilà les mesures qu'il a préconisées à l'issue d'une réunion de travail avec des économistes proches du PS. Face à la dette, la Banque centrale, « la BCE doit être autorisée à racheter des emprunts d'État » et il défend les « eurobonds », en fait un moyen de faire payer les populations de tous les pays d'Europe. Rien qui n'ait déjà été fait ou dit mais rien surtout qui prenne le problème à la racine. En fait, la préoccupation de Hollande doit se résumer à une idée : « La France n'est pas protégée parce qu'elle n'est pas bien présidée ! » Votez pour moi et tout ira mieux !

Obligé de se prononcer sur les mesures Fillon, il prétend, sans rire, vouloir donner « un sens à l'austérité » mais il ne la conteste nullement, se contentant de dénoncer « une politique faite de bricolages et de rapiécages ». Et d'ajouter : « Par ailleurs, est-ce que ces mesures, de l'ordre de 6 à 8 milliards, seront suffisantes ? Sûrement pas puisque l'activité sera plus faible encore que ce qui est affiché. » Donc, ces mesures devront être suivies d'autres. Fillon ne s'en est pas caché. Hollande voudrait, certes, une austérité mieux répartie, peut-être, mais les plus frappés seront de toute façon les plus démunis, les classes populaires. Devant une telle impuissance, Jean-Luc Mélenchon interroge : « À présent, à gauche, pourquoi choisir, pour entrer dans la saison des tempêtes, un capitaine de pédalo comme Hollande ? » Certes, mais la question n'est pas tant la personnalité de Hollande que le programme de la gauche institutionnelle, son incapacité à entrevoir qu'une autre politique est possible que celle dictée par les banques et les gros actionnaires. C'est bien une politique de rupture qui est nécessaire.

Yvan Lemaitre

L'austérité n'est pas la solution !

Une véritable union nationale pour l'austérité se met en place. Qu'ils soient de gauche ou de droite, tous n'ont qu'un mot à la bouche : austérité ou rigueur.

À écouter Sarkozy, Fillon et leurs homologues européens, l'austérité est la seule politique possible pour résoudre la dette ! Nous aurions tous vécu au-dessus de nos moyens, et il faut donc selon Fillon, « refonder notre modèle de croissance qui est devenu insoutenable car depuis trop longtemps tiré par la consommation soutenue par les transferts sociaux », reprenant ainsi l'idée moisie de Denis Kessler d'en finir avec le programme du Conseil national de la Résistance.

La croissance... des plans d'austérité

Trois mois à peine après le premier plan d'austérité, le gouvernement nous en impose un autre. Qui ne sera certainement pas le dernier. La spirale infernale des plans d'austérité est lancée. L'accélération de ces plans en France mais également dans la majorité des pays européens est faite pour « rassurer les marchés financiers » et permettre en particulier à la France de garder sa note AAA. Mais en semant la rigueur, Sarkozy et Fillon nous mènent droit dans le mur. Celui de la récession comme en Grèce, en Irlande, au Portugal ou dans l'État espagnol. Cette généralisation de la rigueur a toutes les chances de se transformer en récession généralisée qui augmentera mécaniquement le montant des déficits et des dettes publiques et fera tomber les AAA survivants. Les plans d'austérité vont peser sur la croissance et ne touchent que les classes populaires. Les quelques mesures touchant les revenus élevés et les entreprises ne sont que de la démagogie pour faire croire que les efforts sont partagés.

Des plans pour faire payer la population

Le premier plan du 27 août dernier devrait faire économiser 12 milliards d'euros en 2011 et 2012. Le plan du 7 novembre devrait permettre une économie supplémentaire de 7 milliards en 2012 et de 11,6 milliards en 2013. Il s'agit, au total, d'« économiser »



100 milliards d'euros pour arriver à l'équilibre en 2016. Mais attention, si les perspectives de croissance continuent de se détériorer, un nouveau plan de rigueur est d'ores et déjà annoncé. Et rappelons que ce gouvernement se trompe régulièrement dans ses perspectives de croissance. Il vient même d'abaisser sa prévision de croissance pour 2012 à 1%... mais certains économistes considèrent cette prévision encore trop optimiste. Le poids essentiel de ce deuxième plan repose sur les salariéEs, les précaires, les chômeurEs ou les retraitéEs, notamment par l'augmentation de la TVA de 5,5% à 7% sur les produits et les services. Cela signifie une augmentation de l'impôt le plus injuste alors que, sur les dix dernières années, les gouvernements ont fait baisser de 40 milliards l'impôt sur le revenu. 500 millions d'euros supplémentaires sont économisés sur les dépenses de l'État, en particulier les budgets sociaux et l'éducation, alors que le chômage et la misère augmentent. Alors que beaucoup de salariés renoncent déjà à se soigner à cause des coûts trop élevés, les dépenses de santé sont réduites. L'augmentation des prestations sociales est gelée à 1%, alors que l'inflation approche 2,5%. Le recul de l'âge de départ à la retraite est plus rapide : les salariés concernés vont devoir travailler un à quatre mois supplémentaires uniquement pour les banques et les spéculateurs !

Quand aux entreprises qui ont bénéficié de

plusieurs dizaines de milliards d'euros de niches fiscales et d'exonérations de cotisations sociales chaque année pour atteindre plus de 65 milliards d'euros pour la seule année 2010, elles auront en tout et pour tout une majoration de 5% de l'impôt sur les sociétés. Mais que les patrons se rassurent, cette majoration n'est que temporaire et ne concernera que les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions d'euros.

Les politiques menées actuellement ne régleront rien. Pire, elles aggravent la situation en nous menant vers la récession. Contrairement à ce qui nous est répété en boucle, les plans d'austérité ne sont pas une fatalité. La solution aujourd'hui est d'avancer des mesures anticapitalistes radicales, alternatives, faisant payer la crise et la dette à ceux qui en sont responsables. Il faut refuser de payer la dette, saisir les banques pour les unifier dans un service public sous contrôle des salariés. Il faut augmenter les salaires de 300 euros, annuler les réformes cassant les retraites et les services publics, réduire le temps de travail pour mettre fin au chômage, supprimer l'ensemble des niches fiscales, réinstaurer un véritable impôt sur les sociétés, augmenter les impôts directs... Bref, imposer une autre répartition des richesses et retirer aux capitalistes leur pouvoir de nuisance.

Sandra Demarcq

Échos de campagne: visite à Reims

Avec Philippe, nous rendons visite à l'usine Bosal à Beine-Nauroy, près de Reims, qui fabrique des attaches de remorques et des galeries d'utilitaires pour PSA et Renault. Malgré la baisse d'activité organisée par la direction, des camions entrent et sortent régulièrement de ce site où 93 licenciements sont prévus sur 145 emplois. Pourtant les commandes sont là, le savoir-faire aussi ; mais le groupe a décidé de délocaliser une partie de l'activité pour abaisser le coût de la force de travail. Pour le moment, la bataille se limite au

plan juridique contre le PSE que la direction tente de justifier. Mais la colère monte chez les salariéEs et Philippe n'a pas de mal à les convaincre qu'il faut se battre contre tout licenciement et construire les solidarités et convergences avec les autres boîtes en lutte. À l'autre bout de la banlieue rémoise, changement de décor. La chaleur du brasero alimenté par d'énormes rouleaux de papier n'est pas de trop au moment d'entamer les discussions avec les salariéEs d'Hebdoprint à Tinquex où 150 emplois sont supprimés après la faillite du

journal de petites annonces *Paru-Vendu*. Les salariéEs occupent le site et la visite de l'entreprise laisse ce goût amer de toutes celles de ce genre : un matériel, des machines performantes, des salariéEs qualifiéEs, motivéEs. Un incroyable gâchis. Mais les salariéEs ne renoncent pas. Pour faire connaître leur lutte, ils/elles ont décidé de se faire entendre sur la radio locale Champagne FM. Nous envahissons les locaux d'autant plus pacifiquement que plusieurs salariéEs de deux entreprises se connaissent pour avoir travaillé ensemble. Le directeur de la station, après avoir demandé

l'autorisation (à Hersant ?), accorde la lecture d'une déclaration en direct à l'antenne. C'est bon pour le moral. Deux luttes significatives dans une région où, en deux ans seulement, 3432 emplois ont été supprimés. Dans certains quartiers populaires, le taux de chômage dépasse 30% et atteint même 50% pour les jeunes. Un prochain meeting, le 15 décembre, avec Philippe sera l'occasion d'enfoncer le clou de la nécessité de la coordination des luttes et d'une réelle alternative politique face aux crises du capitalisme.

Robert Pelletier

NOTRE CAMPAGNE EN QUESTIONS

L'Éducation nationale

L'Éducation nationale est depuis 20 ans au centre des attaques, que ce soit par les suppressions de postes (80 000 en moins depuis 2007), les attaques sur les salaires ou les conditions de travail. Dans le même temps, ce secteur s'est révolté tous les ans depuis 2002. La grève du 27 septembre dernier a encore surpris par l'ampleur de la mobilisation. L'Éducation nationale est au cœur de la politique d'austérité du gouvernement mais aussi des ripostes à venir. Nous reproduisons l'essentiel des réponses de Philippe Poutou aux questions posées par des journalistes de France Inter.

Quelle serait votre mesure phare en matière éducative au cours de votre quinquennat?

Une de nos premières mesures serait l'embauche immédiate de 100 000 personnels et la titularisation de tous les précaires. Il faut un plan d'embauche permettant d'aboutir à des effectifs de 25 par classe et 20 dans les zones d'éducation prioritaire. Cela implique donc la fin de la loi dite de Réforme générale des politiques publiques (RGPP) qui acte le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux. Mais augmenter le nombre de profs sans abroger les réformes de ces 20 dernières années ne permettrait pas une réelle émancipation de la jeunesse. C'est pourquoi nous revendiquons l'abrogation du socle commun, des évaluations nationales et du livret personnel de compétence (LPC), du fichage, des « nouveaux programmes » (dont la suppression de l'histoire en terminale S) et la fin de la masterisation, de la réforme des enseignants stagiaires et la réforme des lycées.

Comptez-vous réformer le statut des enseignants (donner de nouvelles missions, instaurer les 35 heures au sein de l'école, revaloriser leurs salaires)?

Concernant les salaires, comme pour toutes les salariéEs, nous sommes pour une augmentation de 300 euros net dès maintenant (cela passe pour les fonctionnaires par l'augmentation du point d'indice), pas un salaire de début de carrière inférieur à 1 600 euros net.

Les enseignants font 42 heures par semaine en moyenne (temps devant les élèves, préparations et corrections). Donc oui aux 35 heures, et même aux 32 heures, qui seraient réparties entre le temps de travail devant les élèves et hors de leur présence.

Les projets de « réforme » du statut des enseignants prévue par tous ceux qui veulent nous faire payer la dette seraient une régression. Leur idée générale est de rendre les enseignants plus malléables en les faisant recruter et évaluer directement par le chef d'établissement, d'annualiser et d'augmenter leur temps de travail, de leur faire assurer les missions

relevant d'autres personnels. Cela conduirait à de nouvelles suppressions de postes massives et à des conditions de travail dégradées pour tous les personnels. Nous refusons cette logique. Nous voulons que chaque personnel puisse exercer son métier dans de bonnes conditions pour se former, réfléchir à son métier.

Comment l'école peut-elle réduire les inégalités entre les élèves issus de milieux pauvres et riches?
Ce n'est pas l'école qui est responsable des inégalités sociales et économiques. C'est le capitalisme lui-même. L'offensive contre les conquêtes sociales menée par les gouvernements de droite et de gauche depuis 30 ans n'a fait qu'aggraver une situation qui n'était déjà pas bonne. Pour en finir avec l'échec social de l'école, notamment celui des jeunes des milieux populaires, il faut d'abord des mesures sociales qui améliorent la vie de tous : droit au logement, droit au travail pour leurs parents, droit aux soins gratuits. Dans

le cadre du projet que nous portons d'une école émancipatrice, chaque jeune doit pouvoir être reconnu, et son parcours d'apprentissage doit pouvoir être adapté, sans logique d'échec.

Vacances d'été plus courtes, semaine de quatre jours et demi... Quels rythmes scolaires souhaitez-vous mettre en place?

La question des rythmes scolaires est instrumentalisée par les gouvernements pour faire passer des réformes qui n'ont rien à voir avec l'intérêt des élèves : réduire le nombre d'heures de cours, transférer des activités scolaires du public vers le privé, augmenter le temps de travail des enseignants en réduisant les vacances scolaires.

L'école doit contribuer à l'émancipation. Cela suppose de donner à tous une formation à la fois intellectuelle et manuelle, mais aussi d'avoir le temps et les moyens de s'adapter au rythme de chaque élève. Pour cela, il faut commencer par rétablir les milliers de postes supprimés, notamment ceux des instituteurs spécialisés à l'aide aux élèves en difficultés (Rased), et en créer beaucoup d'autres.

Fatigue, usure : que proposez-vous comme seconde carrière aux enseignants pour atteindre l'âge de la retraite?

Comme pour l'ensemble des salariéEs, l'abrogation des réformes sur les retraites de 1993, 2003 et 2010. La seconde carrière c'est partir en retraite au bout de 37,5 annuités ou à 60 ans, à taux plein, avec des salaires qui auraient augmenté donc des pensions aussi. La fatigue, l'usure touchent tous les milieux professionnels et de plus en plus les secteurs publics. La solution n'est pas de quitter un endroit usant physiquement et moralement pour un autre, histoire de tester le stress sous d'autres cieux mais bien de changer radicalement le mode d'organisation du travail !

LE PROJET DU NPA POUR L'ÉCOLE



SIGNATURES Le recul social et politique vu par des maires dans l'Aisne

Cette année, les maires ne mettent pas en avant la crainte de perdre des subventions du conseil général PS pour décliner notre demande de parrainage. Et pour cause, la réforme territoriale impose de nouveaux regroupements de communes auxquels beaucoup de compétences dévolues aux communes, et nécessitant des subventions, ont été transférées. Et pour de nombreux élus comme pour nous, c'est l'inverse d'une avancée démocratique. Ces communautés mises en place par le préfet lorsque le processus n'allait pas assez vite et imposées aux récalcitrants, aboutit à des machines, plus ou moins importantes (jusqu'à 62 voire 89 communes) qui ne peuvent fonctionner que par le travail d'un appareil technocratique non élu et souvent opaque. Les maires sont convoqués pour ratifier les décisions dans des grand-messes où l'expression de la moindre divergence est malvenue et particulièrement difficile pour les élus des petites communes qui n'ont qu'un accès très partiel aux dossiers qui leur sont soumis.

Beaucoup de ces maires se sentent instrumentalisés au profit de ceux des communes les plus importantes, et dénoncent l'éloignement des centres de décisions par rapport aux électeurs. Ce nouveau dispositif les met en contradiction avec leur motivation à s'engager dans leur commune sous le contrôle de fait de leurs électeurs qui sont avant tout leurs voisins. De nombreux élus expriment leur déstabilisation face aux évolutions sociologiques de leurs villages ruraux. En effet, à cause des hausses de loyers, ces villages deviennent de plus en plus les refuges de familles qui ne peuvent plus payer dans les centres urbains, en même temps que le nombre d'agriculteurs (et de salariés agricoles) ne cesse de diminuer. Dans certains cantons, on constate ainsi un renouvellement de 60% de la population ces dix dernières années. Ce qui se traduit par de nouveaux besoins. De jeunes ménages arrivent dans des villages où les écoles ont été fermées, avec des besoins de garde, d'activités périscolaires et de loisirs, surtout lorsque les parents travaillent

en ville. À leur côté, des personnes vieillissent loin de leurs familles mais aussi de dispositif d'assistance que les communes n'ont pas les moyens de financer. Pour les élus, la casse des services publics c'est donc au quotidien des demandes impossibles à satisfaire ou des mobilisations à essayer d'organiser contre la fermeture d'une classe ou d'une poste. Le démantèlement de l'hôpital public se traduit par des dizaines de kilomètres et un changement de département pour un traitement de chimiothérapie ou une opération lourde. Des exemples de ce type, ils en ont en pagaille à nous citer. Enfin, plusieurs élus nous font part de leur désarroi face à la montée de la misère. Dans des régions où l'agriculture est devenue une affaire de grandes propriétés avec des agriculteurs qui doivent être capables aussi bien de réparer des machines automatisées que de suivre à la Bourse les cours des produits agricoles pour vendre leur production ; où toutes les industries autres que l'agroalimentaire ont fermé les unes après les

autres, laissant les anciens ouvriers au chômage ou en préretraite avec des pensions minables ; où les services publics emploient de moins en moins de salariés, la misère se développe. Des maires font état de menaces de coupures d'eau ou d'électricité qui se multiplient dont les avis arrivent en mairie pour demander s'il y a des procédures d'aides en cours pour permettre aux gens de régler des dettes souvent minimes. Autant de processus qui désagrègent les anciens cadres de solidarité qui existaient, et provoquent des tensions difficilement gérables pour les maires vers lesquels les gens se tournent en dernier recours. Et les élus ont vraiment le sentiment d'être très seuls et totalement démunis, incapables de trouver des solutions ni même de faire entendre leurs problèmes. De quoi donner des raisons de parrainer Philippe Poutou qui veut porter ces thèmes dans la campagne électorale.

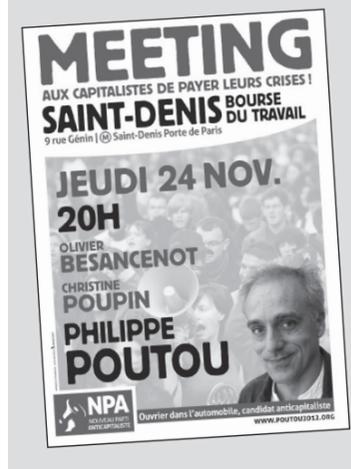
Cathy Billard

Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Mercredi 23 novembre, Angoulême. Réunion publique, 19 heures, Rives de Charente, 5, quai du Hallage, Angoulême Quartier Saint-Cybard.

Judi 24 novembre, Saint-Denis. Meeting régional Île-de-France, 20 heures, Bourse du travail, 9 rue Génin, Saint-Denis.



Vendredi 25 novembre, Bayonne. Meeting à 19h30, Bourse du travail, 10 rue Sainte-Ursule (près de la gare).

Vendredi 2 décembre, Rouen. Le NPA aggro de Rouen ouvre sa librairie au 40, rue des Murs Saint-Yon et organise une soirée à cette occasion avec Philippe Poutou.

Samedi 3 décembre, Le Havre. Fête du NPA à partir de 16 heures (débat sur les mobilisations contre l'austérité, 18h30 intervention de Philippe Poutou, apéro, repas, musique), salle Louis-Eudier, Quartier de l'Eure, Le Havre.

Lundi 5 décembre, Grenoble. Meeting à 20 heures, Maison du tourisme, 14 rue de la République.

Vendredi 9 décembre, Lille. Meeting 19h30, mairie de quartier de Lille sud, 83 rue du Faubourg des Postes (M° Porte-des-Postes).

Samedi 10 décembre, Annecy. Réunion publique à 17 heures, Salle Pierre-Lamy.

Judi 15 décembre, Reims. Réunion publique.

Vendredi 16 décembre, Marseille Meeting.

LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS

Judi 17 novembre. L'invité de la matinale sur Radio Nova à 8h15.

Vendredi 25 novembre. La matinale de Canal + à 7h45.

À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

LA TRACTO-VÉLO AU SÉNAT LE 12

Convergence des luttes contre les projets capitalistes inutiles et nuisibles!



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

L'été 2011 a vu la naissance de la convergence des luttes contre les projets inutiles et nuisibles. Partout en France et en Europe, des projets démesurés, loin des besoins réels de la population, voient le jour ou avancent, suscitant une opposition grandissante.

Alors qu'un énième plan de rigueur, frappant en premier lieu les plus fragiles, est annoncé par le gouvernement Sarkozy et que le candidat PS à la présidentielle reprend à son compte la nécessité de la rigueur, l'UMP et le PS s'accordent pour investir sans compter dans des infrastructures prétendues utiles à la population. Mais dans la plupart des cas :

- les coûts pour la société sont énormes, alors que les besoins réels sont criants et urgents : école, santé, logement, réduction des dépenses énergétiques et développement des alternatives au nucléaire...
- Les premiers bénéficiaires sont les groupes privés (comme Vinci, bétonneur mortifère, ou Veolia, accapareur de services publics) qui construisent et gèrent ces infrastructures. Encore une fois, les bénéfices sont privatisés et les coûts mutualisés.
- Les besoins écologiques ne sont pas pris en compte : on développe l'aérien, la course automobile, des lignes LGV démentielles pour gagner quelques dizaines de minutes (Time is money !).
- Les terres nourricières et les emplois agricoles sont systématiquement sacrifiés alors que la nécessité de sauvegarder et de développer une agriculture de qualité, de proximité, pourvoyeuse d'emplois, est urgente. Dans tous les cas, les mêmes mécanismes sont mis en œuvre :

- refus des élus PS et UMP de prendre en compte d'autres solutions plus efficaces et argumentées, proposées par les opposants.
- Recours à des campagnes de propagande mensongères, qui jouent sur les peurs et le chantage à l'emploi.
- Recours de plus en plus fréquents à une force policière démesurée.

Qu'il s'agisse du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (NDL), des lignes à grande vitesse (LGV), des incinérateurs de Clermont-Ferrand et d'Ivry, du projet de mégacentre commercial de Gonesse ou encore du circuit de formule 1 de Flins (abandonné à la suite d'une riposte populaire), ces projets et bien d'autres, relèvent du même processus de fausse utilité publique, et sont destinés à engraisser les profiteurs et à flatter l'égo de quelques éluEs loin des réalités sociales et des vrais besoins de la population.

Et ce sont ces mêmes éluEs qui prônent l'austérité quand il s'agit de nous faire payer la dette qu'ils ont contractée auprès des banques !

L'urgence n'est pas aux projets démesurés, inutiles, dévoreurs de terres agricoles, mais à une rupture avec le productivisme et le capitalisme, afin de planifier un modèle de société capable d'assurer une transition énergétique pour en finir avec le nucléaire et limiter rapidement nos usages des énergies fossiles, et afin de favoriser la souveraineté alimentaire et la sauvegarde des terres agricoles. De tels changements nécessitent de transformer les modes de production et de consommation, et donc de s'en prendre au pouvoir de ceux qui décident.

Lignes à grande vitesse «à la française» : une erreur écologique et économique

Destructrices de milieux naturels et de biodiversité, les lignes à grande vitesse représentent également lors de leur construction et de leur exploitation, de très importantes quantités d'énergie et de gaz à effet de serre.

Malgré les dizaines de milliards d'euros d'argent public investis en amont, les projets de LGV n'ont d'intérêt que pour les voyageurs réguliers qui ont des revenus élevés : le temps économisé est, pour la grande majorité des Français, inférieur au temps de travail nécessaire au paiement de la différence de prix du billet de train. Depuis déjà des décennies, les investissements liés au TGV ont été faits au détriment des transports régionaux et du désenclavement territorial.

Le TGV, comme le Concorde, le nucléaire ou encore le Rafale, est une grave et ruineuse erreur industrielle. L'incapacité française à exporter les TGV et le «savoir-faire» d'Alstom prouve que cette politique de transport ne correspond qu'à la défense des intérêts financiers de quelques groupes privés qui préfèrent faire du lobbying que de chercher à développer un modèle pertinent. Une politique de transport plus juste socialement et plus responsable écologiquement est pourtant possible. Celle-ci s'accompagnerait d'un projet de reconversion industrielle.

Pour les liaisons nationales et internationales, le ré-aménagement des voies et le recours à des trains pendulaires¹ éviteraient la destructrice construction de nouvelles voies et des consommations énergétiques injustifiables à l'heure de la transition énergétique et des crises économique et financière. Pour limiter



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

l'aérien, plutôt que d'essayer de rapprocher la vitesse des trains de celle des avions de ligne, une politique de taxation adéquate permettrait d'inciter les voyageurs à utiliser les transports ferroviaires.

Développer les transports régionaux et locaux tout en les rendant gratuits est avant tout un choix politique et de société. À service constant, une augmentation de 15% du budget alloué actuellement par les régions au fonctionnement des TER permettrait leur gratuité. Seule la force de cette dernière permettra de convaincre des millions de Français de changer leurs habitudes et de lutter contre le dérèglement climatique.

1. Train conçu pour s'incliner dans les courbes de manière à compenser la force centrifuge et maintenir le confort des voyageurs dans des normes acceptables à des vitesses élevées, qui peut être une alternative à la construction de lignes nouvelles à grande vitesse.

Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, un coût important quand la rigueur touche le

Face au projet de nouvel aéroport, le grand rassemblement du juillet à Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, avait rassemblé 14 000 personnes, autour de débats sur les énergies, le climat, les terres agricoles et les services publics, donnant une dimension nationale à cette opposition. La tracto-vélo¹, lancée le 6 novembre à NDL et arrivée à Paris le 12 novembre, a atteint son objectif : contester une nouvelle fois massivement le projet d'aéroport. Né dans les années 1960 pour le Concorde, ce projet serait destiné à remplacer l'aéroport actuel de Nantes-Atlantique avec un démarrage des travaux en 2014 et une ouverture en 2017. Mais rien n'est joué ! Le 26 octobre 2011, les résultats d'une étude économique évaluant celle de 2006 qui a servi de support à l'enquête d'utilité publique, ont fait exploser l'image d'« utilité publique » du projet.

Les opposants au projet affirment depuis longtemps son caractère nuisible. La contre-étude le démontre clairement. Les hypothèses de l'étude de 2006 sont erronées : le prix du pétrole est sous-estimé, des chiffres sont faux, des coûts pour la société ont été « oubliés ». Les élus locaux du PS soutenaient qu'un nouvel aéroport serait bénéfique pour la région. L'étude récente prouve au contraire qu'il coûterait

jusqu'à 614 millions d'euros à la région et encore, en ne chiffrant pas ces coûts, comme le risque d'inondation au bétonnage des terres.

Ces coûts seraient supportés intégralement par la population française, tandis que les bénéfices potentiels de la construction de l'aéroport enrichiraient Vinci, gestionnaire pour 55 ans. Les actions de Vinci comptent aussi s'enrichir grâce à Vinci finançant une partie de la construction, contre un taux d'intérêt de... Hors jeu face aux véritables enjeux du siècle, le candidat PS à la présidentielle ne parle que de « rigueur », tandis que le PS organise le gaspillage de milliards publics au bénéfice des plus riches entreprises qui délocalisent.

Les arguments de création d'emplois ne tiennent pas : des entreprises qui quitteraient la zone de l'actuel aéroport pour d'autres villes, les emplois créés pour la construction seraient certes réels mais de courte durée. Ces 614 millions représentent un bénéfice réel pour la population de Loire-Atlantique s'ils étaient investis dans l'isolation des bâtiments, le développement d'énergies renouvelables, la dynamisation de l'emploi agricole...

1. <http://tractovelo-ndl-2011.blogspot.com>

Incinérateur de Clermont-Ferrand le combat continue !

Malgré les travaux qui ont commencé, le Collectif contre l'incinération (24 personnes) soutenu par le Parti de Gauche, les Verts, les Alterékolos et le NPA, continue son combat. Dernièrement, une réunion publique forte de plus de 500 participantEs a eu lieu en présence de délégations de nombreux départements français ainsi qu'un collectif de jeunesse, les Pare-fumées.

Il s'agit d'une lutte contre le tout-puissant trust Suez Environnement qui est soutenu par les élus ruraux de la moitié du département, persiste à vouloir construire la ville de Clermont.

Le Collectif participe aujourd'hui à la mise en place d'une coordination nationale d'information indépendante sur les déchets (Cniid). Cette coordination espère organiser des futures campagnes présidentielles et législatives.

Victoire contre un aberrant circuit F1 grâce à une mobilisation exemplaire

Au départ en novembre 2008, ce n'était pas gagné : toujours la lutte du pot de terre contre le pot de fer ! Pari gagné pourtant, un an après, en novembre 2009, grâce à un collectif dynamique regroupant riverains et associations. Exit donc ce projet aberrant, cumulant absurdités économiques, écologiques : mettant en danger la 2^e nappe phréatique d'Île-de-France, sur des terres agricoles promises à un projet biologique, ne créant quasiment pas d'emplois, mais de nombreuses nuisances aux riverains... Face à une décision antidémocratique du conseil général des Yvelines (tous partis confondus, soutenus par Fillon), dilapidant les fonds publics au mépris des avis et besoins réels de la population locale, toute une population très motivée s'est mobilisée, appuyée par des associations, des partis (NPA très actif !), des élus. Des centaines de personnes se sont vraiment prises en main pour qu'on entende leur voix. Et cela a payé !

Mois après mois, de réunions publiques en pétitions et manifestations, rencontres et débats houleux, tractages, expositions, site internet, et saisissant toutes les occasions, la bataille de l'opinion a été gagnée, y compris parmi les ouvriers de Renault, plutôt favorables au départ, et ébranlant sérieusement le gouvernement ! Inoubliable, cette formidable mobilisation sociale pour un combat de choix de société montre comment de « simples citoyens », souvent non engagés ailleurs, deviennent sur le terrain des militants résistants, réactifs, inventifs et imaginatifs de contre-propositions constructives face à la dictature du fric et

du profit...

Rejetant ce projet de circuit F1, la population a permis de sauver la société mortifère. Ce projet destructeur, qui aurait amené tout le monde à faire la politique d'un autre, a été évité. Tout cela a permis la mise en œuvre d'une intelligence collective de chacun, pour le bien de tous. Est en place une politique autre que celle du profit. Le « ni ici ni là » sans fin, sert à se retrouver et à se reconstruire. Le schisme sur le terrain d'intérêt national a été évité jusqu'au bout. De quoi encourager à visiter sans

1. Association pour le développement de la région de la Seine-Normandie.
2. <http://collectif-contre-l'incineration.com>

S'EST INVITÉE NOVEMBRE!

Notre-Dame-des-Landes pour la société des plus faibles!

société, certains ions du égrale- e, alors gestion désigné naires r sur les nstruc- . 12%! du XXI^e entielle qu'UMP e fonds s et des ois ne ttent la 'autres nstruc- courte raient ion de is dans pement isation



Tracto-vélo, nouvelle étape dans la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

Samedi 12 novembre, c'est à Paris que les opposants au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ont apporté la contestation. Cette manifestation était le point final de la tracto-vélo, organisée par la coordination des opposants¹. Partis de NDL le 6 novembre, 6 tracteurs, 50 cyclistes et leurs accompagnateurEs ont effectué le trajet jusqu'à Paris. Les étapes ont été l'occasion de discussions animées autour du diaporama de l'Acipa association comptant plusieurs milliers d'adhérentEs. Bravant l'interdiction de la préfecture, les tracteurs sont entrés à 5 heures du matin dans Paris. Ils ont été rejoints par seize cars venus de l'ouest de l'Hexagone. 4 000 manifestantEs se sont retrouvés Porte d'Orléans pour défiler jusqu'au Sénat où ils et elles ont été bloqués par un cordon de CRS. Là, sur une tribune improvisée, la plateforme d'un camion, plusieurs leaders politiques ont pris la parole. Françoise Verchère, conseillère régionale du Parti de Gauche, opposante historique du projet, a fait une intervention très applaudie au nom du Cédpa². Ensuite se sont enchaînés les discours de José Bové (EÉLV), Corinne Lepage

(CAP21), Corine Morel-Darleux (PG), Clémentine Autain (Fase), Philippe Poutou (NPA)... Le deuxième enjeu de cette manifestation était d'amorcer la convergence de toutes les luttes non seulement dans l'Hexagone mais aussi en Europe. Après le pique-nique devant le jardin du Luxembourg, on a pu entendre les représentantEs d'autres luttes contre «des projets inutiles, ruineux et non démocratiquement décidés». Cette nouvelle démonstration de force des opposants à NDL montre qu'après le succès du rassemblement de juillet, leur détermination ne faiblit pas. Peu à peu, la toile se tisse et s'étend autour du petit village de Loire-Atlantique. Des comités de soutien se créent en dehors de la région directement concernée. Des contacts se nouent avec d'autres luttes. C'est sûrement là qu'il nous faut chercher les perspectives pour les mois à venir. Juillet 2011 a marqué le caractère national de l'enjeu. 2012 doit être l'année de l'illustration du mot d'ordre de la coordination des 40 organisations opposantes : «Pour un autre choix de société». C'est d'ailleurs ce slogan qui ouvrait la manifestation de



Paris. Une grande initiative permettant la rencontre de tous les projets inutiles à l'échelle européenne serait la bienvenue. On ne peut évidemment pas être suspendu aux résultats des négociations PS - EÉLV. Seules l'unité et la détermination des opposantEs seront à même de faire échouer le projet.

1. La logistique du périple a été assurée par Attac et la Confédération paysanne.
2. <http://www.acipa.fr>
3. Collectif d'élus doutant de la pertinence du projet d'aéroport.

errand,

associations dont le Collectif des 534 médecins), sa lutte. lieu, une manifestation de 2 500 personnes, avec la cert (600 participantEs), organisé par l'association rebaptisé «Suez empoisonnement». Ce dernier, fort construire sa fabrique de poisons violents au cœur de ale anti-incinération sous l'égide du Centre national e faire pénétrer le débat sur l'incinération au cœur

it F1 à Flins aire

projet de embléma- système de fère et des- combat a naturelle- de la po- ment : par mmun des



individuelles et collectives, dans l'écoute et le respect pour mettre la démocratie réelle aux commandes. sisse de bonnes traces : le projet de terres agricoles des Amap¹ se créent, le Collectif est en veille, car ailleurs» est toujours de rigueur : son site, Collectif de veille et d'alerte environnementale et beaucoup nt dans la mobilisation contre les gaz et huiles de département. Sans parler du projet l'OIN (Opération onal) en Seine-Aval qui prévoit un bétonnage-béton vre... ore plancher et se mobiliser pour des années ! Site² s modération !

pour le maintien d'une agriculture paysanne. ctif-sansf1.fr

Sarà dura : 20 années de lutte des No Tav contre le TGV Lyon-Turin

Inscrit depuis 1991 dans la liste des projets prioritaires de l'Union européenne, le TGV Lyon-Turin reste aujourd'hui à l'état de projet, en raison de la résistance des populations de la vallée italienne de Suse. Dans cette vallée longue de 80 km, mais large de 300 à 800 mètres, qui dispose déjà d'une autoroute, de deux routes nationales, d'une ligne de chemin de fer et de deux lignes à haute tension, l'annonce au début des années 1990 de la construction d'une nouvelle ligne à grande vitesse (LGV) a suscité une véritable révolte de la population. Organisés dans les très puissants comités «No-Tav» (No Treno Alta Velocità), qui se sont développés dans tous les villages de la vallée, les habitants sont parvenus à bloquer le projet, mettant en actes leur désormais célèbre cri de guerre : «Sarà dura!» (ça va barder). Si les concepteurs du Lyon-Turin ont multiplié les promesses et les enveloppes pour les élus locaux, ils ne sont jamais parvenus à briser la résistance d'une population qui dénonce ce projet pharaonique, actuellement estimé à 25 milliards d'euros. Les politiciens français et italiens n'ont pas eu plus de succès lorsqu'ils ont proposé de repeindre le Lyon-Turin en vert, en associant à la LGV une ligne de fret censée alléger le transfert autoroutier de marchandises : ils

n'ont pas convaincu des populations qui ont depuis longtemps constaté que la construction d'infrastructures nouvelles ne faisait qu'augmenter les nuisances du grand transport transalpin. Le mouvement No Tav arrive toutefois à un tournant, depuis qu'en juin dernier, le gouvernement italien est parvenu à commencer les travaux de creusement d'une descenderie nécessaire à la construction du tunnel de 53 km prévu sous les Alpes. Protégé 24h/24 par des centaines de policiers et de soldats, ce chantier est l'objet d'un bras de fer permanent entre la police et les militants No-Tav, qui multiplient les manifestations pour tenter de faire arrêter les travaux. Si en 2005, les comités No-Tav étaient parvenus à prendre d'assaut et faire arrêter un premier chantier installé par le gouvernement, ils se heurtent aujourd'hui à un dispositif policier bien en place et ne pourront gagner sans solidarité internationale. L'avenir du chantier se joue sans doute en France, où la contestation de la LGV se développe pour le moment trop lentement, en raison du blocage des partis institutionnels qui, du PCF à l'UMP, en passant par le PS et EÉLV, soutiennent tous le projet de LGV.



www.semexval.com

Au printemps dernier, Anne-Laure Cristofari, militante d'A Manca (organisation qui regroupe des anticapitalistes et est favorable au droit à l'autodétermination du peuple corse) et animatrice du Collectif contre la spéculation et pour le droit au logement à Calvi, dénonçait la mainmise de la société Semexval et de son PDG Mme Hummel, sénatrice UMP du Var, sur des terrains afin de construire des logements de standing au détriment de logements bon marché et d'équipements collectifs. Depuis Mme Hummel s'acharne à traîner Anne-Laure Cristofari devant le tribunal pour diffamation. Sur ce site, vous retrouverez la pétition de solidarité pour soutenir cette dernière face à ces poursuites infondées avant son procès le 28 novembre.

le doc

17 OCTOBRE 1961
Dissimulation d'un massacre

Daniel Kupferstein
52 min
suivi de
Mourir à Charonne, pourquoi?
60 min
18 euros



Le 17 octobre 1961, à l'appel de la Fédération de France du FLN, 30000 Algériens manifestent pacifiquement à Paris pour protester contre le couvre-feu discriminatoire qui leur est imposé et réclamer l'indépendance de l'Algérie. Sous l'autorité de Maurice Papon, préfet de police, la manifestation est durement réprimée. Plus de 10000 Algériens sont interpellés, des dizaines d'entre eux seront tués. Pas d'enquête, pas de procès... Comment et pourquoi les événements d'octobre 1961 ont pu être gommés de l'histoire? À travers le film de Daniel Kupferstein, *17 octobre 1961, dissimulation d'un massacre* (2001-52'), sont retracés les travaux d'historiens et de militants pour que la vérité émerge enfin. Véritable démonstration de force contre les Algériens à Paris et en banlieue, les autorités ont mis en place, en 1961 un imposant dispositif répressif, allant jusqu'à assassiner plusieurs centaines de civils. Des hommes furent tués par balles, certains jetés vivants dans la Seine ou encore frappés à mort après leur arrestation et leur transfert en détention. Ces méthodes courantes durant la guerre d'Algérie, relèvent d'une terreur d'État importée en métropole où torture, arrestations arbitraires, disparitions et exécutions sommaires furent pratiquées. Dans un contexte politique qui prône les valeurs positives de la colonisation française, la commémoration du cinquantième anniversaire des massacres d'octobre 1961, et celui de la fin de la guerre d'Algérie, permettent de revenir sur le passé colonial de la France. Il s'agit de faire reconnaître enfin les crimes d'État commis par la France pendant la période coloniale, notamment les massacres du 17 octobre 1961...

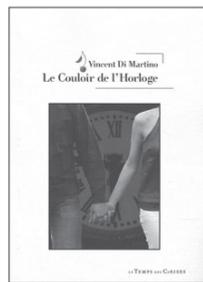
Judi 17 novembre 2011 à 18h30,
la librairie La Brèche organise
une projection débat autour des massacres
du 17 octobre 1961 avec Daniel Kupferstein.

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



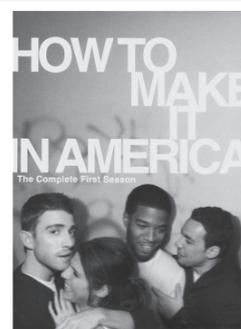
FILM
CONTAGION
Steven Soderbergh
Soderbergh partage son activité entre des films «de genre» et d'autres plus personnels. Celui-ci appartient à la première catégorie, mais n'en est pas moins fort estimable. Le thème en est classique : une épidémie mystérieuse va ravager l'humanité, et nous voyons comment cela est ressenti parmi les victimes comme parmi les chercheurs. Tout réside dans le rythme, dans la construction, dans le jeu des interprètes - c'est sans doute à eux que l'on doit le prix de revient du film, qu'on nous dit pharamineux ! En fait, et c'est un compliment, on ne voit pas tellement le fric sur l'écran, les moyens du suspense sont très sobres, les scènes de foules légèrement riquiqui, c'est de l'anti-Spielberg ! Dans le langage hollywoodien, le mot «Variety» peut avoir des sens différents, et c'est très bien.

Paul Louis Thirard



LIVRE
LE COULOIR DE L'HORLOGE
Vincent Di Martino
Le Temps des cerises / 14 euros
Alors qu'il sort d'un chantier, Tony croise un fantôme. Il reconnaît sous les haillons de SDF, Jean-Marc, qu'il n'a pas vu depuis plus de vingt ans. En 1979, ils travaillaient ensemble avec des milliers de salariés à la Lainière, entreprise phare de Roubaix. Face au plan de licenciement de la direction, les salariés s'étaient mis en grève. Au début des années 2000, la Lainière qui ne comptait plus que quelques dizaines d'ouvriers a fermé. Mais en suivant Jean-Marc, Tony découvre que ses bâtiments se sont changés en une sorte de cour des miracles. Ce premier roman ancré dans le monde ouvrier pose entre autres la question de l'engagement syndical et politique. Tony, délégué syndical en 1979, se reproche d'avoir abandonné Jean-Marc au profit de l'intérêt collectif. Mais après la déception du PS au pouvoir, la fermeture de l'usine, à quoi a-t-il servi ?

Dominique Angelini



DVD
HOW TO MAKE IT IN AMERICA SAISON 1
WB
Parmi tous les axes fondateurs du rêve américain, l'idée du self-made-man reste la plus tenace, la plus diffuse. En gros, chacun peut s'en sortir s'il le veut, peu importe les obstacles ou la situation sociale. Or voilà peut-être la première tentative télévisuelle de s'attaquer, d'une certaine façon, peut-être très involontaire, à cette illusion. Il nous est proposé de suivre les péripéties des galères tragi-comiques de deux amis new-yorkais, Ben et Cam, qui courent, entre deux soirées d'éternels ados, après leurs frères espoirs de réussite dans la fabrication de jean. Tout cela pendant qu'un cousin, ex-chef de gang latino sorti de prison poursuit sa quête de rédemption capitaliste en essayant tant bien que mal de vendre de la «red bull jamaïcaine». Autre immense qualité de cette petite série addictive, elle ravira, par ses tournages en extérieur, tous les amoureux de Big Apple.

King Martov



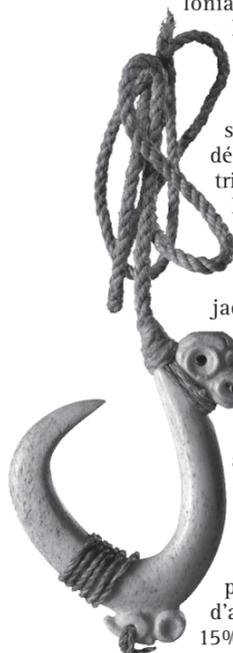
BD
JONATHAN T 15 ATSUKO Cosey
Le Lombard / 11 euros
Bernard Cosandey (Cosey) est, à travers Jonathan, un infatigable défenseur de la cause tibétaine. Nous le retrouvons en Birmanie, dans le pétrin. 48 heures pour quitter le pays ou goûter le confort des prisons birmanes ! La rencontre d'une jeune japonaise en décide autrement. Elle recherche les huit cheveux de Sakyamuni, le Boudha historique de la pagode de Rangoon, que des moines avaient cachés lors de la conquête anglaise de la Birmanie. Sa grand-mère Hisa les aurait retrouvés en 1945, juste avant la défaite japonaise. Après le départ d'Atsuko, un vieillard remet à Jonathan un carnet d'Hisa contenant des cheveux. L'histoire du carnet nous plonge à la fois dans la montagne magique enneigée et dans la grande histoire de la défaite japonaise qui connut un drame majeur (Hiroshima) et bien des drames personnels. Ces drames s'entrelacent, se confrontent et s'entrechoquent à travers le pinceau aiguisé de Cosey.

Sylvain Chardon

EXPOS Les Maori sur leur terrain

Ce que le public de la coupe du monde de rugby n'a pu apprendre de la Nouvelle-Zélande et de ses premiers habitants, tel est le sujet d'une belle exposition présentée jusqu'au 22 janvier à Paris, par le principal musée néo-zélandais dévolu aux arts maori.

Admirez, écoutez ces haka ! Et oubliez que là-bas, football, cricket et rugby furent d'abord des moyens de conquête, activités de patronage qu'imposaient les missionnaires pour meubler leurs dimanches avec interdiction de rien faire d'autre, compétitions qu'organisaient les autorités coloniales pour familiariser les sauvages avec les crampons, les chaussettes et les arbitres, mais surtout canaliser leurs envies d'en découdre. Les voilà qui triomphent à ce sport de Blancs ? Rien d'inquietant, ce n'est qu'un jeu, ça n'empêche qu'on les a bien eus jadis, leurs terres, leur mode de vie et tout le reste. Quand ils prétendent relever la tête en dehors des stades, c'est moins amusant, et c'est ce qui fait parler des blessures des joueurs ou des particularités du nouveau ballon officiel plutôt que des Maori d'aujourd'hui, moins de 15% des quelque 4 millions



Matau (hameçon), 1500-1800, os et fibre. © Museum of New Zealand Te Papa Tongarewa.

d'habitants du pays, dont près de la moitié se disant métis (recensement de 2006) et une forte proportion de gens pauvres, désorientés ou révoltés mieux observée par les sociologues que par les statisticiens.

Entièrement organisée par le Te Papa Tongarewa de Wellington, le principal des musées néo-zélandais d'art maori, l'exposition accueillie à Paris par le musée du quai Branly a de multiples intérêts. Sa scénographie habile rend la visite agréable comme jamais auparavant dans ce lieu si mal conçu. Sans prétendre être complète et faisant même l'impasse sur certains aspects essentiels de la vie traditionnelle maori (rien de moins que l'agriculture ou les conflits entre villages fortifiés, les pa, où se développa l'art des haka), elle offre néanmoins un échantillonnage très significatif et bien choisis des divers arts d'avant la colonisation, sculpture, architecture, construction navale, tatouage, autres ornements corporels, textiles, etc., écrasant par son nombre et sa qualité les dix-neuf objets d'art maori relégués au fin fond des «collections permanentes» du musée du quai Branly. S'affranchissant de la pruderie



Hikoï (marche de protestation traditionnelle) contre la nationalisation des plages et fonds marins, 2004. (MICHAEL HALL/MICHAEL HALL)

de nombre d'expositions passées, elle montre aussi ce qu'avaient de vigoureusement sexuel ces arts et ces traditions, avant qu'arbitres et missionnaires n'imposent shorts, robes et maillots. Un autre de ses intérêts, et non le moindre, est de refléter certains des compromis actuels entre les autorités politiques et culturelles néo-zélandaises et les communautés maori revigorées par leurs luttes récentes pour la reconquête de leurs droits, de leurs terres et de leur culture. Les 507 jours d'occupation de Bastion Point, en 1977-1978, aboutissant plus tard à la restitution de ce territoire, l'exposition évoque utilement ce combat et le souvenir qui en

subsiste. Elle gomme les men-songes du traité de Waitangi (1840), arrachant leurs terres aux tribus maori et les condamnant plus tard à des guerres terribles, mais insiste avec raison sur les efforts qui ont assuré la survie et l'enseignement de la langue maori, redevenue d'usage courant en Nouvelle-Zélande. Quant à l'avenir de ses locuteurs depuis si longtemps minoritaires, elle suggère aussi qu'il passe par une voie étroite, difficile, qui n'est ni celle du folklore ni celle du rugby, mais évidemment celle des luttes sociales et culturelles.

Gilles Bounoure

ÉTATS-UNIS Le mouvement Occupy Wall Street résiste aux attaques

En moins de deux mois, le mouvement Occupy Wall Street a transformé la politique américaine et donné forme au mécontentement de la classe ouvrière, caché depuis des années sous la surface de la société.

Le mouvement revitalise une riche tradition de protestation publique aux États-Unis et alimente toute une série de luttes populaires. Le 2 novembre, après deux jours de manifestation à Oakland (Californie), le blocage du cinquième port des États-Unis a réintroduit l'idée de grève générale. Le mouvement inspire de nouvelles initiatives comme l'appel du mouvement de New York, en solidarité avec le mouvement syndical et d'autres forces, à une journée nationale d'action le 17 novembre. Cet appel offre la possibilité de faire reprendre l'esprit d'Oakland dans toutes les villes du pays. Les succès du mouvement ont été chèrement acquis. Chaque semaine a apporté de nouveaux défis que le mouvement a relevés. Lorsqu'en septembre, le maire de New York, Michael Bloomberg, a ordonné à sa police d'attaquer les marches de protestation, le nombre de personnes confluant vers le parc Zuccotti a augmenté. Quand il a voulu «nettoyer» la place, les syndicats de New York ont mobilisé de nuit des milliers de militantEs pour défendre le campement. De l'autre côté du pays, à Oakland, le maire démocrate a donné son feu vert pour un assaut de la police sur le campement des Occupy. Il a transformé le centre-ville en zone de guerre et un manifestant a été grièvement blessé. Mais les manifestantEs ont refusé cette intimidation et sont revenuEs le lendemain pour reprendre la place en votant massivement pour une grève générale, le 2 novembre, qui a été suivie par des milliers de travailleurEs, d'étudiantEs et d'autres. Mais tous les mouvements locaux n'ont pas réussi à contrer ces attaques pour les faire taire. Le mouvement de Chicago a vu tous ses efforts pour établir un campement bloqués. Dans d'autres villes, la police a réussi à harceler et à fermer les campements. L'attaque furieuse des différentes institutions de l'élite américaine est la preuve de l'impact du mouvement. Il y a eu des expressions de soutien venant de nombreux dirigeants politiques, la plupart démocrates. Mais les actes parlent plus fort que les mots. Les maires démocrates ont intensifié la pression sur les campements dans tout le pays. S'ils ont subi un revers lorsque l'attaque brutale de la police d'Oakland a provoqué une contre-réaction, dans d'autres villes, le harcèlement s'est poursuivi avec des tentatives d'expulsions pures et simples. Il y a eu aussi la campagne de diffamation. À Oakland, la couverture médiatique de la grève générale est passée d'une reconnaissance à contrecœur que des dizaines



de milliers de personnes avaient fait entendre leur voix pacifiquement mais avec force, pour se transformer en dénonciations violentes d'un prétendu chaos après une confrontation de nuit entre la police et un nombre relativement faible de manifestantEs. À New York, l'offensive idéologique est menée par le *New York Post* de Murdoch qui, sous le titre *Assez!*, écrit qu'il «est temps de récupérer Zuccotti Park et la dignité de New York». Tout mouvement social qui gagne de l'importance devient la cible de ce genre de campagne de dénigrement, conçu pour dépeindre les militants comme des fous et des fanatiques et saper le soutien du public. La haine de la *New York Post* doit être considérée dans ce sens comme un badge d'honneur.

SOUTIEN DE LA POPULATION

Mais ces attaques des médias n'ont pas réussi à discréditer le mouvement, et l'opinion publique a basculé de plus en plus en sa faveur. Un récent sondage a révélé que deux fois plus de gens avaient une impression

favorable des Occupy Wall Street que de Wall Street elle-même! Ainsi, quand le *New York Times* écrit que le mouvement a atteint un carrefour et que des signes semblent pointer sa fin, il s'agit d'une nécrologie prématurée, si jamais il devait y en avoir une. Même là où la police a réussi à démanteler les camps, les activités et les discussions politiques continuent. Le mouvement se poursuit en prenant de nouvelles formes pour s'adapter aux différentes situations.

L'initiative du mouvement de New York, le 17 novembre, peut donner une orientation pour tous les mouvements locaux. La liste des syndicats de New York qui soutiennent cet appel est longue et s'allonge (enseignants, transports, communications, etc.). C'est la prochaine étape pour les Occupy, une nouvelle occasion de se renforcer et d'atteindre les syndicats, les organisations communautaires et au-delà.

Alan Maass, rédacteur en chef du *Socialist Worker*, traduction Jacques Radcliff

La fin de l'ère Berlusconi

Berlusconi parti, il s'agit de construire l'opposition au nouveau gouvernement.

Berlusconi est enfin parti! Après dix-sept ans, c'est tout un cycle politique qui se termine, et les fêtes dans les rues, samedi, le soir de sa démission, exprimaient une attente trop longue qui dépassait les dynamiques de la politique des partis institutionnels, d'ailleurs surpris (et certains bien énervés) par le caractère spontané de la fête. L'ère berlusconienne était potentiellement achevée depuis la rupture avec le président de l'Assemblée nationale, Fini, en décembre 2010, les scandales qui ont marqué tout son dernier gouvernement, et surtout les défaites électorales aux élections municipales et régionales du printemps passé et lors du référendum contre le nucléaire, pour l'eau publique et contre l'immunité pénale du président du Conseil, en juin. Et encore, le gouvernement tombe à cause d'une crise économique dont il n'a pas compris la portée et à laquelle il n'a pas su répondre, y compris du point de vue du patronat, sinon avec des attaques sévères contre les droits des travailleurs. Il faudra du temps et de la distance pour tirer un vrai bilan de ces dix-sept années, mais il est évident qu'aujourd'hui c'est un voile qui se déchire et la politique italienne pourra en revenir aux débats sur les programmes, les contenus et les recettes stratégiques plutôt que de se contenter de se déterminer entre pro et anti-Berlusconi. Ce piège a d'ailleurs pas mal contribué, avec beaucoup d'erreurs et d'ambiguïtés stratégiques, à la défaite de la gauche radicale italienne qui a été dominée par «l'exigence» de construire le «front démocratique» contre Berlusconi.

Cela pourra peut-être aider à clarifier aussi la nature du nouveau gouvernement d'unité nationale, s'il arrive à voir le jour, qui devrait être appuyé par toutes les forces parlementaires à l'exception de la Ligue du Nord.

Le gouvernement Monti (éminent technocrate, ancien commissaire de l'UE) a un programme très clair, identique à celui de la Confindustria (Medef local) et de la BCE, peut-être un peu édulcoré par une «équité» qui signifiera faire payer aux travailleurs davantage ce qui sera payé par les entreprises et les banques. L'impôt sur la fortune, dont on parle, ne représentera d'ailleurs qu'une redistribution de ressources vers le capital, en prenant aux rentes et aux revenus pour financer les banques et la finance.

Il est donc impératif d'organiser l'opposition la plus forte et la plus large possible contre le nouveau gouvernement et les recettes antisociales à la grecque qu'il veut adopter (augmentation de l'âge de la retraite, réduction des salaires du secteur public, possibilité de licenciement dans le public, privatisations ultérieures...).

Quelle opposition? Avec qui? Comment? La société italienne, comme elle l'a démontré le 15 octobre et au moment de la fête pour la démission de Berlusconi, n'est pas dans ce schéma et il faudra œuvrer dans tous les mouvements sociaux, parmi les forces syndicales et politiques radicales, pour construire un front unitaire qui se batte contre le nouveau gouvernement, qui ne tardera pas à montrer son vrai visage à de larges parties de la population.

Une époque vient de se terminer et celle qui s'ouvre reste à découvrir, mais une chose est déjà claire: il faudra construire un point de vue de classe, anticapitaliste, écologiste, féministe à la hauteur de la période.

Flavia D'Angeli, porte-parole de Sinistra Critica

en brèves

Esther Vivas convoquée par la police. La police catalane a fait parvenir une citation à comparaître à Esther Vivas, tête de liste des Anticapitalistes pour Barcelone, afin de répondre de l'inculpation dont elle est l'objet de la suite de l'occupation du siège de la banque CatalunyaCaixa et du bureau du directeur, le mardi 8 novembre dernier, elle est accusée de violation de domicile. [...]

Les membres de la liste Anticapitalistes considèrent qu'il est très grave qu'une candidate qui se présente à des élections fasse l'objet d'une inculpation en pleine campagne et soit ainsi convoquée par la police. Il s'agit là d'un fait de répression inacceptable qui montre, une fois de plus, comment l'on fait payer le coût de la crise aux plus faibles alors que les vrais coupables, comme les cadres dirigeants des banques, demeurent non seulement impunis, mais sont qui plus est sauvés grâce à l'argent de toutes et tous. Au-delà des freins que le système électoral lui-même impose aux candidatures alternatives, la criminalisation d'une tête de liste pour une action pacifique de dénonciation des sauvetages des banques qui ont été réalisés récemment, et qui a permis à la banque de se renflouer grâce à l'argent public, est un pas de plus vers la volonté d'empêcher que de nouvelles alternatives politiques menées par les gens de la rue puissent émerger et s'organiser. [...]

La police catalane ne nous a pas fourni d'informations quant au fait de savoir si d'autres activistes impliqués dans l'action seraient

eux aussi sous le coup d'une procédure judiciaire. La répression n'empêchera pas les Anticapitalistes de poursuivre la campagne anticapitaliste et désobéissante, une campagne porteuse d'une voix alternative aux options politiques traditionnelles dans ces élections générales.

On ne paiera pas la crise! La crise, que les riches la paient!
Communiqué de la liste Anticapitalistes pour Barcelone

Grèce: sinistre farce. La comédie des palabres donnant-donnant a débouché vendredi sur une provocation à l'échelle du vide politique de la bourgeoisie grecque: non contents de désigner comme Premier ministre l'ex-numéro 2 de la Banque centrale européenne (qui de mieux pour imposer la loi des banques!), Loukas Papadimos, indifférents au ridicule du chef de la droite expliquant que, malgré six ministres de son parti, la Nouvelle Démocratie ne co-gouverne pas, la droite et le Pasok (qui garde la majorité des postes) viennent de franchir une ligne jaune, pour ne pas dire brune, en désignant quatre ministres du parti d'extrême droite Laos, récompensé pour son fidèle soutien aux mesures d'austérité «socialistes» depuis un an et demi. En cette veille d'anniversaire du massacre des étudiants par la junte militaire, le 17 novembre 1973, la provocation est à son comble, quand on sait l'origine néonazie d'un ou deux de ces personnages.

Contre ce gouvernement brun des banquiers, des patrons et du capital, qui n'a aucune légitimité populaire, les syndicats de base appellent lundi 14 à manifester, première étape des mobilisations du 17 novembre qu'on espère énormes.

A. Sartzekis

Soutien aux militants de la campagne BDS. Après quatre reports, douze militants de la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions contre l'État d'Israël devaient passer devant le tribunal de grande instance de Mulhouse, ce jeudi 17 novembre. Ils sont poursuivis pour «discrimination et incitation à la haine et à la violence envers un groupe ou une nation» pour avoir participé à deux actions de boycott de produits israéliens dans le magasin Carrefour Illzach. Le 8 juillet dernier, la 17^e chambre correctionnelle de Paris a relaxé une militante BDS au motif que «Dès lors que l'appel au boycott des produits israéliens est formulé par un citoyen pour des motifs politiques et qu'il s'inscrit dans le cadre d'un débat politique relatif au conflit israélo-palestinien, débat qui porte sur un sujet d'intérêt général de portée internationale, l'infraction de provocation à la discrimination fondée sur l'appartenance à une Nation n'est pas constituée.» Le mouvement BDS remporte de nombreux succès et doit se poursuivre pour les droits du peuple palestinien.

**Tribune position B
(gauche anticapitaliste)**

**Contre l'austérité,
une alternative
écosocialiste !**

La pression sur le triple A de la France empêche la droite de reporter à l'après-2012 les mesures les plus impopulaires. Les récentes annonces de Fillon constituent un cran supplémentaire dans la rigueur et l'annonce d'un démantèlement définitif des solidarités et du système de protection sociale. Hollande tire de plus en plus le programme du PS vers la droite et n'a pour ambition que de « donner du sens à la rigueur ». Comme en 2007 sur la sécurité, la concurrence entre l'UMP et le PS sur l'austérité, pourrait bénéficier à la droite dont c'est le terrain. Le FN, paré d'un discours « social », reste en embuscade...

Sans attendre 2012, le NPA doit proposer l'unité de toutes les forces sociales et politiques de la gauche pour résister à l'offensive des capitalistes et du gouvernement de droite à son service. Il doit chercher à faire apparaître un mouvement qui agisse de concert à l'échelle internationale au travers de journées d'action européennes et mondiales des IndignéEs, et aussi d'actions de soutien aux populations en lutte, en grève générale : ce 17 novembre en Grèce, le 24 au Portugal, le 30 en Grande-Bretagne...

Le NPA doit renforcer, impulser les cadres unitaires locaux qui, souvent à l'appel d'Attac, se mettent en place contre la dette et proposer de combiner audit et moratoire de la dette. À partir de son texte *Nos réponses à la crise*, le NPA doit initier les contacts unitaires pour des mesures d'urgence :

- refus de payer la dette illégitime, mise sous contrôle public du secteur bancaire, prise de contrôle de la BCE pour assurer le financement direct des États.
- Réforme fiscale radicale, harmonisation de la fiscalité et des droits sociaux à l'échelle de toute l'Europe.
- Blocage des prix des produits de consommation courante, hausse des salaires, des pensions de retraites et des minimas sociaux à hauteur de 300 euros net mensuel. Établissement d'une dotation gratuite en eau, en énergie, à chaque unité d'habitation et forte taxation de toute surconsommation. Fixation d'un prix du loyer maximum au m2.
- Réduction du temps hebdomadaire de travail sans perte de salaire, interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits.
- Sortie du nucléaire pour organiser la transition énergétique.

Aux mouvements de type « IndignéEs », au mouvement syndical et associatif, aux mouvements politiques anticapitalistes, antilibéraux ou écologistes radicaux, à toutes les forces qui s'opposent aux politiques d'austérité défendues par la droite ou la gauche libérale, le NPA doit proposer de se rassembler dans un bloc « anticrise ».

Dans cette période d'élections centrales en France, le NPA doit œuvrer à la défaite de la droite, dans la rue et dans les urnes. Et défendre une alternative politique unitaire. Refusant les alternances sans changement, il proposera que le bloc « anticrise » prenne la forme d'un bloc d'opposition de gauche rassemblant les forces qui ne participeraient pas à un gouvernement PS ou à sa majorité au Parlement. Pour préparer cette perspective, le NPA doit proposer l'organisation de réunions dans tout le pays, à l'initiative de personnalités représentatives du mouvement social et des forces politiques à la gauche du PS. Leur objectif ? Échanger sur le programme, sur le type de démocratie, de pouvoir et de gouvernement, sur les formes politiques de la convergence nécessaire des forces de la gauche radicale. Le NPA doit aussi proposer d'entamer des discussions pour les législatives avec les forces de la gauche anticapitaliste, antilibérale et écologiste radicale, pour aboutir au maximum de candidatures unitaires.

Le NPA doit proposer que s'organise à l'échelle européenne une large coordination des mouvements politiques qui s'opposent radicalement aux politiques d'austérité mises en œuvre par la droite ou par les partis sociaux-libéraux et cherchent à faire exister une voie de gauche de sortie de crise.

C'est la politique que nous proposons à tout le NPA, au travers d'un projet de résolution présenté au CPN de ce week-end.

Pour tout contact : contact.gauche.anticapitaliste@gmail.com

TUNISIE Menaces contre les droits des femmes

Alors que des représentants du parti islamiste Ennahdha multiplient les déclarations apaisantes auprès des médias occidentaux, les attaques se multiplient en Tunisie contre les droits et libertés des femmes.

Souad Abderrahim, vitrine électorale d'Ennahdha, a déclaré que les mères célibataires sont une infamie pour la Tunisie : « J'ai honte quand je vois un peuple arabo-musulman essayant de justifier des femmes qui ont péché ! Éthiquement, elles n'ont pas le droit d'exister ». Elle a par ailleurs souligné que seules les victimes de viol doivent avoir droit à la protection de la loi : il ne doit pas en être question pour celles qui ont des relations et des enfants hors mariage. Elle a ajouté que les Tunisiens devaient préserver leurs mœurs et se battre pour une liberté conforme aux normes d'une société arabo-musulmane : « il n'y a pas de place pour une liberté intégrale ou absolue ».

DES FAITS ALARMANTS

La Fédération générale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (FGESRS-UGTT) alerte sur une série d'agressions contre des femmes dans les universités tunisiennes. Elle informe, entre autres, que

des étudiants ont brutalement pris à partie des enseignantes coupables, à leurs yeux, de ne pas porter de voile : « leurs enseignements furent boycottés pour les obliger à changer de tenue vestimentaire ». À l'École supérieure de commerce de Manouba « un petit groupe d'étudiants s'en est pris à l'une de nos collègues, lui reprochant sa tenue vestimentaire. Elle fut l'objet d'interpellations, moqueries, sifflements et autres insultes jusqu'à son entrée en salle de classe. Le groupe renouvela ses comportements vexatoires quand notre collègue sortit, à la fin de son cours. À l'entrée de la même institution, une autre enseignante a été agressée, alors qu'elle était dans sa voiture, par le même groupe qui asséna des coups de pied au véhicule, alors qu'un des éléments du groupe, faisant entrer son bras par la fenêtre de la portière avant, parvenait à l'agresser physiquement ».

L'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) condamne de telles tentatives d'intimidation. Celles-ci constituent des « tentatives pour saper les acquis sociétaux et

pour faire courir au pays les dangers de la tyrannie ». « Nous appelons [...] à sensibiliser l'opinion publique à la vigilance, à l'engagement, ainsi qu'à la défense des institutions éducatives, loin de de toutes les récupérations partisans et religieuses. »

LE DANGER DU MÉLANGE ENTRE RELIGION ET POLITIQUE

Ceux qui se basent sur une conception religieuse pour définir la loi et les normes sociales, peuvent stigmatiser comme péché des comportements qu'ils rejettent et, au nom de l'autorité divine, étouffer la contradiction. C'est sans doute un des enjeux de la situation tunisienne : les forces progressistes doivent empêcher que sur le terrain, ne s'imposent des conceptions archaïques dans la vie quotidienne, et en particulier envers les femmes qui sont toujours les premières victimes de la réaction.

Commission Maghreb du NPA

GRÈVE DE LA FAIM À RANDSTAD Une première victoire

Les intérimaires de Randstad ont arrêté leur grève de la faim après obtention d'une table ronde à la fin de l'année.

Mardi 8 novembre, sept syndicalistes CGT intérimaires ont entamé une grève de la faim au siège de Randstad à Saint-Denis (93). Randstad est le 2^e groupe mondial de ressources (in)humaines après Manpower. En France, il a racheté Vedioiris, l'Appel médical et d'autres boîtes d'intérim. Il emploie 5000 salariés fixes (dont 500 au siège et en agences) et entre 70 et 80000 équivalents temps plein (soit quelque 100000 salariés différents) chaque mois. La discrimination syndicale y est très forte : la majorité des élus CGT n'ont plus de mission (et vivent uniquement du paiement de leurs heures de délégation). C'est aussi ce qui explique le choix de leur modalité d'action après avoir épuisé tous les cadres légaux de négociations avec leur patron et les pouvoirs publics. Ils ont en effet entamé depuis janvier, où deux intérimaires sont morts en cours de mission, une bagarre pour obtenir une législation protégeant les intérimaires (qui aboutirait

à réduire le recours à l'intérim, comme par exemple, l'extension des législations allemande, espagnole ou portugaise qui interdisent le recours à l'intérim dans le BTP, qui représente 50% du marché de l'intérim en France et est un gros pourvoyeur en accident du travail graves et mortels), et plus contraignante à l'égard des entreprises utilisatrices (avec un suivi des missions par les agences). Ils ont contacté tous les politiques de gauche ainsi que les organisations syndicales pour demander du soutien. La confédération CGT leur a tout de suite annoncé qu'elle ne pouvait soutenir la modalité de lutte de grève de la faim. Par contre, au niveau des politiques tout le monde a répondu (FDG, PS, NPA, Chevènement). Le NPA de Saint-Denis a été présent dès le premier jour. Des sections syndicales locales (CGT Plaine-Commune) et la secrétaire de l'union locale de Saint-Denis ont également apporté leur soutien. Le mardi 8, Mélenchon est passé avec des élus de Saint-Denis et pas



PHOTO THÉOUCHE ROUGE/JMB

mal de médias. Ainsi que Patrick Braouzec, député de Saint-Denis. Mercredi 9, ils ont accueilli avec beaucoup de chaleur Olivier Besancenot et Alain Krivine et ils étaient en contact téléphonique quotidien avec Philippe Poutou, qu'ils considèrent comme un des leurs puisqu'il a été intérimaire avant d'être embauché par Ford. Ces soutiens ont secoué Randstad et les pouvoirs publics qui ont proposé aux grévistes de la faim

une table ronde (impossible depuis des mois) pour la fin de l'année. Les syndicalistes ont donc décidé d'arrêter la grève de la faim, mais pas de suspendre la mobilisation. Ainsi, le 15 novembre, ils comptaient être présents avec les salariés de PSA, car les intérimaires seront les premières victimes du plan de 6800 suppressions d'emplois prévues par PSA.

Cathy Billard

La guerre des graines

L'Assemblée nationale examine un projet de loi visant à faire payer les semences de ferme.

Les firmes semencières soucieuses d'augmenter encore leurs profits veulent faire payer les agriculteurs en taxant les semences de ferme. Cela fait l'objet d'un projet de loi qui passe en ce moment devant l'Assemblée nationale. Mais utiliser les semences issues de la récolte et les échanger est un droit des agriculteurs. C'est sur ce droit, reconnu par les traités internationaux, que se fonde l'indépendance paysanne, que se construit la souveraineté alimentaire et la biodiversité cultivée. Si cette loi est votée, c'est encore un rempart contre la marchandisation et l'industrialisation du vivant qui saute, ce sont les profits de quelques-uns qui sont privilégiés face aux droits de la majorité de la population. Les agriculteurs ont toujours semé et échangé des semences. Cette pratique restait donc en dehors du marché et ne générait pas de profit. Mais dès le début du XX^e siècle, les sélectionneurs de semences ont fait des efforts considérables pour les contrôler. La création du maïs hybride découle essentiellement de cette guerre silencieuse. Tout au long de ce bras de fer entre paysans,

défenseurs de l'environnement et firmes semencières, l'obsession a été de faire en sorte que les agriculteurs payent à chaque fois qu'ils ressemment. Quand une solution technique était impossible à mettre en œuvre, un arsenal juridique était adopté. C'est pourquoi tout au long du XX^e siècle la liberté paysanne a été limitée : inscription des variétés homogènes, stables et distinctes dans un catalogue officiel, protection des droits obtenteurs par un certificat d'obtention végétale (COV) permettant de toucher des royalties quand des semences certifiées étaient réutilisées. Progressivement, les agriculteurs ont été obligés de se servir dans ce catalogue et de payer en échange. L'argument pour légitimer tout ce dispositif est que des variétés homogènes et stables sont nécessaires, et qu'il faut donc rémunérer les firmes semencières. Mais, ces semences certifiées ne sont nécessaires que dans le cadre d'une agriculture industrialisée tournée vers le productivisme. Une production hyperspécialisée, structurée en filières, générant des monocultures et permettant des rendements élevés. Les conséquences, ce sont peu de variétés commercialisées,

sélectionnées selon les besoins des agro-industries, une érosion sans précédent de la biodiversité et une diminution de la rusticité des cultures. Pour circuler dans un marché, les semences doivent être un produit inerte. Par ailleurs, depuis des siècles, le travail de sélection est assuré par les paysans, de manière locale et collective, selon les besoins réels des populations et les possibilités de l'environnement et non pas pour générer des profits. De plus, à aucun moment ces multinationales n'ont payé les communautés paysannes pour les semences qu'elles puisaient chez elles. Encore aujourd'hui, ces entreprises semencières ou pharmaceutiques pratiquent la biopiraterie...

Pour exiger le retrait de cette loi, rendez-vous le 19 novembre à Angers à 9 heures, place du Pilon, aux rencontres paysannes et fermières d'Anjou. Et prochainement retrouvons-nous devant l'Assemblée nationale, pour rappeler aux députés que les droits des agriculteurs, le droit à la souveraineté alimentaire et la préservation de la biodiversité sont plus importants que les profits des agro-industriels !

R. Milia



Quand Sarkozy passe, la police fracasse.

Alors que Nicolas Sarkozy se déplaçait à Strasbourg dans le cadre d'une visite du Pôle européen de gestion et d'économie, des militantEs associatifs (Attac), syndicaux (Unef, CGT-Crous) et politiques (NPA) se sont rassemblés devant l'établissement pour protester contre la politique du gouvernement. Rapidement, la police nationale s'en est pris au groupe clairement identifié du NPA en repoussant violemment ses militantEs, arrachant les drapeaux et n'hésitant pas à donner des coups. L'un de nos camarades a été projeté au sol. Le groupe a été encerclé et immobilisé pendant près de trois heures, empêchant tout déplacement. Des personnes qui ont vu la machine répressive à l'œuvre ont affiché clairement leur soutien aux militantEs voire se sont jointes au groupe. Alors que la révolte gronde dans de nombreux pays d'Europe, d'Afrique ou aux États-Unis contre la dette que les capitalistes veulent nous faire payer, Sarkozy et sa bande usent de la force policière pour intimider celles et ceux qui luttent et décourager celles et ceux qui seraient enclinEs à lutter pour en finir avec ce système politique capitaliste, raciste et sexiste.

Nous sommes tous des fraudeurs! Les statistiques du gouvernement sur les fraudes sont fantaisistes. Elles n'ont pour objet que de culpabiliser les malades et les salariés. Les Grecs étaient

coupables du déficit du pays. Au tour des salariéEs en France d'être désignéEs comme responsables de la crise! Nous sommes tous potentiellement des fainéants, des voleurs, des fraudeurs car nous sommes tous susceptibles de devoir nous arrêter en raison des conditions de vie et de travail dégradées! Les salariéEs ne sont pas responsables du «trou» de la Sécu... Ils en sont les victimes: les employeurs bénéficient de 30 milliards d'exonération de cotisations, 30 milliards de salaire indirect (ou socialisé) sont extorqués de la poche des travailleurs. Xavier Bertrand avait échoué à l'Assemblée nationale dans son projet de diminution du montant des indemnités journalières. Pas question d'en rester là, il faut absolument faire payer les malades, en instituant une carence d'un jour dans la fonction publique, et de la porter à quatre jours dans le privé!

Prestations sociales: réduction de la dette ou baisse du salaire?

Au nom de la lutte contre la dette et les déficits publics le plan Fillon prévoit une série d'attaques contre les prestations sociales: accélération de la réforme des retraites, réduction des dépenses d'assurance maladie, désindexation de prestations sociales. Cette présentation est un gros mensonge qui cherche à cacher une réalité: la baisse des cotisations sociales...

c'est-à-dire des salaires. Malgré les contre-réformes, la Sécurité sociale reste pour les trois quarts financée par nos cotisations sociales, c'est-à-dire par du salaire (socialisé), et non par des impôts. Le manque de financement de la Sécu (communément appelé «trou de la Sécu») est la conséquence de la baisse des cotisations sociales (30 milliards d'euros d'exonération). Rien à voir avec une dépense de l'État, et donc avec son endettement». C'est pour compenser cette baisse des cotisations sociales que les gouvernements de droite et «de gauche» ont créé des impôts (CSG, taxes diverses). Ils ont ainsi reporté sur les salariéEs ce que les patrons devaient payer auparavant. Ceux qui dénoncent aujourd'hui l'accroissement des dépenses de l'État et son endettement ont ainsi allumé l'incendie qu'ils prétendent maintenant éteindre sur le dos des salariéEs. Le refus de toute diminution des prestations sociales, et leur financement intégral par la part patronale des cotisations sociales c'est à la fois défendre nos droits sociaux et défendre notre salaire.

L'UMP en guerre contre l'école.

Décidément, la question de l'école sera au cœur de la campagne présidentielle. L'UMP vient de sortir ses propositions dont l'ensemble constitue une véritable déclaration de guerre contre les acquis de l'école publique. La droite au pouvoir entend

bien, si elle gagne en 2012, mener à terme des projets qu'elle porte depuis plusieurs années et dont la réalisation serait dramatique.

Il y a trois aspects essentiels dans ce programme: le choix des enseignants par les chefs d'établissement (déjà en vigueur dans les collèges «Éclair» qui l'expérimentent), la multiplication des évaluations et leur publication par école, collège, lycée afin de faciliter «le choix des parents» et la réduction des vacances scolaires d'été de deux semaines. Cette dernière proposition représente une réponse rétrograde à la question des rythmes scolaires et une attaque contre les conditions de travail des enseignantEs et des élèves. Les deux autres sont au cœur du projet libéral visant à mettre fin aux restes égalitaires de l'école publique et à casser un des secteurs les plus présents dans les luttes depuis 1995. L'UMP espère gagner les parents contre les «privilèges» des enseignantEs. Aux militantEs de montrer que la réalisation des projets de la droite aboutirait à la liquidation de ce qui reste des principes égalitaires dans l'Éducation nationale et constituerait un mauvais coup de plus pour les milieux populaires. La réponse réside dans la mobilisation unitaire des personnels, parents, élèves pour la défense du service public d'éducation, sans attendre 2012.

Éduquer sans violence, ni claques, ni fessées.

Plus de 400 thérapeutes viennent d'adopter à l'unanimité une motion réclamant une loi pour «abolir la violence physique et psychologique envers les enfants» lors du colloque annuel de la Fédération française de psychothérapie et psychanalyse (FF2P). Si la question de la loi fait toujours débat, si la nature de ses initiateurs peut susciter des réserves, le plus important est que la reconnaissance des méfaits de la violence éducative gagne du terrain non seulement chez les professionnels de l'enfance, mais aussi dans la société, comme en témoigne la diffusion d'un excellent spot antifessée sur les chaînes publiques au printemps dernier. Certes, la majorité des parents, toutes catégories sociales confondues, ne sont pas en état de se passer du recours à la fessée ou même à la claque, et se sentent souvent culpabilisés par cette interpellation qui leur apparaît coupée de la réalité de leurs vies. C'est que ces réactions inappropriées sont dues à la fois au stress et à l'anxiété généralisés, à la frustration d'amour vrai et au désir fabriqué de marchandises toujours nouvelles que secrète cette société du «tous contre tous». Mais expliquer n'est pas justifier: les violences faites aux enfants sont à combattre au même titre que celles qui sont faites aux femmes.

Centres de santé mutualistes: un avenir incertain.

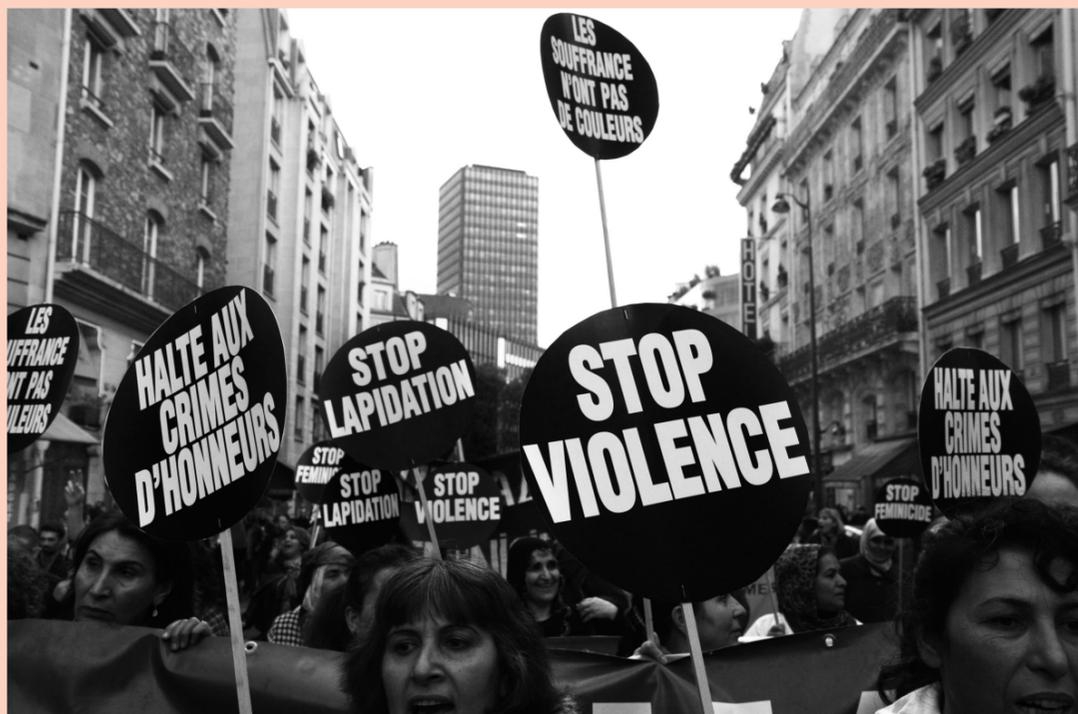
La politique générale du gouvernement en matière de santé, nous la connaissons, nous la dénonçons et nous la combattons au NPA: fermetures de maternités, transferts de compétences dans le privé, déremboursement de médicaments, augmentation de taxes

sur les mutuelles... Dans les Bouches-du-Rhône, pas moins de onze centres de santé gérés par le Grand Conseil de mutualité (GCM) sont aujourd'hui les nouvelles victimes d'une politique qui méprise les classes populaires. 10% des habitantEs du département (dans certaines communes isolées comme Port-Saint-Louis, ce nombre atteint 83%), souvent les plus précaires d'entre nous, sont soignéEs dans ces centres avec une logique de prévention et de respect de la personne, et 1 200 salariéEs y travaillent. Malgré cela et la réputation acquise depuis la sortie de la Deuxième Guerre mondiale d'accès aux soins de qualité pour tous, le GCM est désormais en redressement judiciaire, et son avenir incertain! Le NPA s'est engagé auprès des salariéEs et des patientEs dans les comités de soutien et demande avec elles/eux l'engagement de l'État à pérenniser ce système de santé. D'un côté, la tenue d'une table ronde avec tous les acteurs concernés (syndicats, ministère de la Santé, collectivités territoriales, Agence régionale de la santé, préfecture...) devra être engagée, de l'autre, la mobilisation populaire devra continuer de peser pour que vivent les centres mutualistes. L'accès aux soins pour tous est un combat porté par touTEs les travailleurEs et, dans sa campagne, le NPA sera l'écho de ces luttes.

PSA: l'emploi en ligne de mire.

Plusieurs centaines de salariéEs ont manifesté à l'appel des syndicats CGT, Solidaires, CFTD, CFTC et SIA Aulnay à l'occasion de la tenue du comité central d'entreprise (CCE) du groupe PSA, mardi 15 novembre, à Paris. L'été dernier, la CGT révélait le grand plan de restructuration du groupe prévoyant la fermeture des sites d'Aulnay, SevelNord et Madrid. Après avoir prétendu que ces informations n'étaient pas fondées, la direction de PSA a commencé à abaisser ces cartes lors du CCE de mardi. 5 000 postes seraient supprimés et la direction espère faire passer la pilule en limitant au maximum les suppressions de CDI. Les salariéEs en CDD, les intérimaires, ceux employés par des prestataires de services vont être mis sur la touche avec la plus grande brutalité. Pourtant, le site de Melun sur lequel l'effectif est déjà passé de 700 il y a deux ans à 180 aujourd'hui, va être fermé, 1 900 postes en production et surtout 3 100 hors production (commercial, marketing, informatique, recherche et développement) sont dans le collimateur. Cela signifie que l'ensemble des sites, Aulnay, Vélizy, La Garenne-Colombes ou Sochaux vont être touchés. Autant dire que la présence de salariéEs de ces sites mais aussi de SevelNord, Poissy, Magneto, Gefco et de délégations de Renault montre la voie vers laquelle la mobilisation doit s'engager: un tous ensemble de touTEs les salariéEs de PSA mais aussi de toute la filière sans oublier tous les sous-traitants et équipementiers. Dès samedi 19 novembre, à Valenciennes, autour des salariéEs de SevelNord, il faut construire cette mobilisation.

MARCHE DES FEMMES Halte aux violences!



Paris, le 5 novembre 2011. La manifestation contre les violences faites aux femmes a réuni environ 5 000 personnes, à l'appel du Collectif national pour les droits des femmes. Cette année, l'affaire DSK a fortement marqué les esprits et rappelé combien le combat contre le sexisme et les violences est toujours d'actualité. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

